

ENRD

magazine

Connecter l'Europe rurale...

Hiver

2011-2012

français

À la une : **Communiquer le développement rural aux citoyens**



**ÉDITION
PILOTE**

Remplissez ce questionnaire en ligne
pour nous donner votre avis

<https://www.surveymonkey.com/s/YPJRHCV>

Financé par la



European Network for
Rural Development



Chers lecteurs

Bienvenue dans ce premier numéro du Magazine du REDR !

Les zones rurales occupent 90 % du territoire de l'Union européenne, et 50 % de la population de celle-ci habitent dans un environnement rural ou intermédiaire ; la poursuite du développement de ces zones concerne par conséquent l'ensemble des citoyens européens. Le but de ce magazine est de refléter l'étendue des activités de développement rural entreprises dans toute l'Union européenne, et, bien entendu, de vous permettre de donner votre avis sur les questions fondamentales.

Vous trouverez dans ce numéro l'actualité du REDR, avec notamment un article concernant une importante conférence sur le thème « Communiquer le développement rural au citoyen », qui s'est tenue à Milan. Cette rubrique vous apportera également les conclusions de réunions, groupes de réflexion et autres événements majeurs officiels du REDR.

Mais avant tout, ce magazine vous est dédié, en tant qu'acteurs du développement rural ; nous avons reçu de nombreux comptes-rendus d'événements et d'activités organisés par des réseaux ruraux nationaux (RRN) et des groupes d'action locale (GAL), de l'Espagne à la Slovaquie. Notre premier dossier « Focus sur un État membre » est consacré à la Belgique, et vous trouverez au fil de ce numéro un certain nombre d'articles liés au développement rural belge. Ceci

est notamment le cas dans la rubrique « À vous la parole », composée de textes que vous nous avez soumis sur des thèmes variés tels que « L'approche LEADER » en Belgique, la « Transhumance » en Espagne, et « La mixité sociale » dans les zones rurales autrichiennes. Évidemment, l'un des aspects les plus importants de notre travail est d'attirer l'attention sur les innombrables possibilités de financement du Fonds agricole européen pour le développement rural (FEADER) pour les projets de développement rural capables de changer littéralement la vie des citoyens ruraux. Chaque numéro présentera cinq nouveaux projets qui, à notre avis, correspondent aux objectifs de mise en œuvre du développement rural au service de tous.

Nous tenons à ce que chaque édition du Magazine du REDR vous inspire autant que ce qu'elle vous informe, avec une foule de photos et d'articles reflétant la richesse et la diversité du développement rural au sein de l'Union européenne. Tout ce qui a trait à l'Europe rurale nous intéresse. Donc si vous avez quelque chose à nous faire partager, n'hésitez pas et faites-le-nous savoir par courriel à news@enrd.eu

Enfin, nous remercions vivement tous ceux d'entre vous qui ont participé à l'élaboration de ce numéro pilote ; vous vous apercevrez certainement à la rubrique « Sur le terrain » !



Table des matières

L'Europe rurale en images	2	LEADER en action	23
Rapport du REDR	4	Des groupes d'action locale de l'Europe entière nous inspirent à travers ce survol de leurs projets et événements novateurs.	
Toute l'actualité du REDR, et notamment le compte-rendu de l'événement « Communiquer le développement rural aux citoyens » qui s'est tenu à Milan, ainsi que de la 13e réunion des RRN, pour ne citer que ces deux exemples.		Focus rural	26
Focus RRN	11	Dans ce numéro, nous vous proposons un « focus » sur la politique de développement rural de l'UE après 2013.	
Un aperçu des travaux effectués par certains de nos réseaux ruraux nationaux ces derniers mois, de l'Autriche à l'Espagne.		Projets du FEADER	28
À vous la parole : L'Autriche !	15	Quelques exemples de projets de développement rural très variés pour vous inspirer, y compris une CTN visant à améliorer les repas servis dans des cantines scolaires belges et françaises, et l'aménagement d'un bus pour des personnes à mobilité réduite en Allemagne.	
Un article issu du magazine du RRN autrichien Ausblicke sur les avantages de la mixité sociale pour les zones rurales.		Focus sur les États membres	30
À vous la parole : La Wallonie !	18	Notre premier dossier « Focus sur un État membre » est consacré à la Belgique, et vous y trouverez l'actualité du développement rural dans ce pays.	
Un article paru dans le magazine du RRN wallon Ruralités, sur l'état d'avancement de LEADER en Wallonie.		Sur le terrain	31
À vous la parole : L'Espagne !	21	Souriez, vous êtes sur la photo ! Vos meilleures photos de réseautage ces derniers mois.	
Cet article, rédigé pour le Magazine du REDR par le RRN espagnol, révèle à quel point il est important de préserver la pratique traditionnelle de la transhumance en Espagne.			







Un berger espagnol conduit ses moutons vers de nouveaux pâturages et traverse le village de Molinos Blancos, dans la région de Cuenca, en juin 2010

Cette photo montre l'une des dernières transhumances le long de la « Cañada Real Conquense » (le Chemin royal de transhumance de Cuenca). Chaque année au printemps, ce berger conduit environ 300 moutons des « Dehesas » du Sud (Jaen, en Andalousie) aux montagnes du Nord (Teruel, en Aragon), et parcourt ainsi quelque 500 km en quête de nouveaux pâturages. Les premières neiges en novembre les voient se mettre en route, à la recherche d'un éternel printemps.



Rapport du REDR

Le réseau européen de développement rural (REDR) organise et soutient de nombreux événements tout au long de l'année ; il ne faut pas oublier non plus sa participation à diverses initiatives thématiques à plus long terme, qui ont toutes pour but de promouvoir et partager une somme précieuse de connaissances parmi les parties intéressées. Vous trouverez dans ce numéro toute l'actualité concernant ses activités.

L'exposition multimédia 360°, avec les points forts des initiatives de communication sur le développement rural, organisée dans le cadre de la conférence « Communiquer le développement rural aux citoyens » à la Piazza Città di Lombardia.

Communiquer sur le développement rural

Plus de 200 personnes ont assisté à la conférence internationale « Communiquer le développement rural aux citoyens » qui s'est tenue à Milan les 17 et 18 novembre 2011. L'événement avait été organisé conjointement par le réseau rural italien, la Lombardie et le réseau européen de développement rural (REDR). Il a mis en évidence l'énorme diversité d'initiatives existant en Europe pour promouvoir et diffuser des informations sur les projets et les programmes, cofinancés par l'UE par l'intermédiaire du Fonds agricole européen pour le développement rural (FEADER). L'un des points forts de ces deux jours de conférence a pris la forme d'une exposition multimédia en extérieur, destinée à mettre en valeur un choix étonnant d'outils de communication et de campagnes axés sur le développement rural en Europe.

Cet événement milanais s'inscrivait dans le cadre d'une initiative plus large lancée par plusieurs réseaux ruraux nationaux (RRN), avec le soutien du REDR, destinée à montrer aux bénéficiaires ainsi qu'au grand public comment les fonds européens peuvent être utilisés au service du développement rural en Europe. « Globalement, l'événement avait pour objectif de créer un réseau d'experts en communication parmi les membres des RRN, afin de rassembler une masse d'expérience dans ce domaine, » a expliqué Camillo Zaccarini, du RRN italien. « Cet échange

de "meilleures pratiques" permet d'améliorer la rentabilité de l'ensemble des activités de communication, de promouvoir les possibilités de financement disponibles dans la période de programmation actuelle, et de fournir des idées pour la prochaine phase de programmation, » a-t-il ajouté.

Le premier jour de la conférence était consacré aux activités de communication des autorités de gestion italiennes auprès de leurs concitoyens, au sujet de la politique et des initiatives de développement rural. Il a vu la présentation d'un certain nombre de campagnes illustrant la qualité des moyens de production mis en œuvre, afin de transmettre un message tout à fait positif concernant le développement rural. Un pôle spécial était réservé à des exemples illustrant les méthodes employées en Italie pour promouvoir LEADER et entamer le dialogue avec les populations locales.

« Ce transfert de "meilleures pratiques" permet d'améliorer la rentabilité de l'ensemble des activités de communication, de promouvoir les possibilités de financement disponibles dans la période de programmation actuelle, et de fournir des idées pour la prochaine phase de programmation ».

Camillo Zaccarini, du RRN italien

Le second jour, d'autres RRN ont pris le relais et fait part de leurs expériences qui ont ensuite été l'objet de deux réunions-débats. La première session s'est penchée sur le problème du ciblage d'un groupe bien particulier, avec la présentation de quatre campagnes visant toutes un public jeune. Le réseau rural danois a présenté les résultats de la campagne itinérante de sensibilisation des jeunes sur les aides du FEADER qu'il avait

organisée en 2011. Celle-ci est parvenue à toucher plus de 3000 étudiants dans l'ensemble du pays. « Les réactions ont été très positives, » a affirmé René Kusier. « Les élèves se sont livrés à des jeux de rôle dans lesquels ils étaient journaliste, lobbyiste, politicien, ou quelqu'un essayant d'obtenir des financements pour un projet de développement rural ». Le RRN italien a également présenté « RuraLand », une autre initiative visant les jeunes, en soulignant l'importance d'une meilleure sensibilisation de ce groupe démographique sur la nécessité de protéger le patrimoine rural et l'environnement. Cette campagne de communication comprenait trois projets distincts, mais coordonnés : Rural4Kids, Rural4Teens, et Rural4Youth. Cécile Schalenbourg, du réseau wallon de développement rural, a fait un exposé sur un projet vidéo original, qui a engendré un débat régional concernant les jeunes agriculteurs (un compte-rendu plus détaillé de ce projet est disponible à la rubrique « Focus RRN » de ce magazine). Puis Juha-Matti Markkola, du RRN finlandais, a effectué une présentation sur « Amaze me LEADER », un événement fort réussi organisé l'été dernier. Celui-ci a attiré des jeunes de toute l'Union européenne, qui ont traversé la Finlande pour venir voir par eux-mêmes ce qu'était LEADER. L'importance d'adapter une campagne au public ciblé a été soulignée, en faisant souvent référence aux défis particuliers posés par la communication du développement rural aux jeunes, qui doit faire primer l'innovation, à la fois comme concept et au niveau des outils utilisés.

La seconde séance a examiné de façon plus générale les différentes approches mises en œuvre dans les activités de communication. La présentation du RRN néerlandais sur le potentiel des médias sociaux pour mobiliser une communauté plus large de parties prenantes a donné lieu à un débat animé. « Le grand intérêt des médias sociaux est qu'ils permettent véritablement une communication bilatérale, » a expliqué Rob Janmaat. « Sur son site internet officiel, notre ministère de l'agriculture a un blog sur l'avenir de la Politique agricole commune qui permet au public de laisser des commentaires. C'est assez révolutionnaire et ça a vraiment permis de renseigner le débat aux Pays-Bas, » a-t-il ajouté. La discussion a abordé certains problèmes, tels que le manque de maîtrise du contenu lorsqu'on fait appel aux médias sociaux, et comment y parer. Mais de l'avis général les médias sociaux ne pourront que prendre de l'importance dans la panoplie d'outils de communication à l'avenir, pour tous les publics potentiels.

Balázs Márton, du RRN hongrois, a fait un exposé fort intéressant sur deux campagnes publicitaires très différentes : l'une pour promouvoir le tourisme rural, et l'autre l'agriculture auprès des citoyens. La première campagne, intitulée « Home for the Weekend » (« Un week-end chez soi »), a adopté une approche classique en matière de relations publiques, avec une série de publicités attirant l'attention sur des offres à prix réduit dans de nombreuses zones rurales. Cette initiative a coûté 330 000 €, et malgré sa portée nationale, il s'est avéré difficile d'évaluer pleinement son efficacité. La seconde présentation a démontré comment l'utilisation d'outils modernes comme les médias sociaux permet de créer une « vague de bouche

à oreille » autour d'un nouveau concept, qui peut être très efficace et extrêmement rentable. La campagne « Rural Adventure » (« À l'aventure à la campagne ») a consisté essentiellement à envoyer de jeunes citoyens travailler quelque temps dans des exploitations agricoles, en leur demandant de faire part de leur expérience par l'intermédiaire d'un blog en ligne. « L'intérêt suscité par ce concept a attiré l'attention des médias sur la campagne, et n'a presque rien coûté au RRN, » a fait remarquer M. Márton. Maria Carla Ciscaldi, du RRN malte, a ensuite montré des extraits tirés d'une campagne télévisée qui a vu le RRN collaborer avec un producteur afin de veiller à la cohérence de la couverture attribuée aux reportages sur le développement rural dans une émission de télévision très cotée à Malte. « Je recommande fortement à tous les RRN de forger des liens avec leurs médias régionaux, car cela peut vraiment être une façon très rentable de toucher un public plus large, » a-t-elle conseillé.

Le programme de la conférence comprenait également un atelier consacré à la « bonne utilisation des outils audiovisuels : astuces et conseils », organisé par le point de contact du REDR. « Les outils audiovisuels ont un impact important, » a expliqué Jacqui Meskell, l'animatrice de l'atelier. « Et si elle est méticuleusement préparée, une vidéo à petit budget peut malgré tout être d'une qualité digne d'une production de haut niveau, » a-t-elle ajouté.

Après la clôture de l'événement, M. Zaccarini s'est déclaré ravi du succès du séminaire, qui, il espère, « enrichira le débat entre les spécialistes de la communication et les autorités de gestion des PDR et les RRN, afin qu'en découlent des stratégies et des campagnes médiatiques encore plus efficaces, tant au niveau national que régional. Nous considérons ceci comme un premier pas vers la mise en place d'un nouveau réseau de communication destiné à renforcer la sensibilisation du grand public à la question du développement rural ».

Pour en savoir plus sur cet événement, connectez-vous sur le site internet du REDR, ou consultez <http://www.reterurale.it/Communication>.



©EMRD Contact Point



© Finnish Network Unit

Des jeunes s'amuse tout en s'informant sur LEADER en août dernier, dans le cadre de l'événement finlandais « Amaze me LEADER », qui fut l'une des nombreuses initiatives de communication présentées lors de la conférence de Milan.



Les participants à la 13e réunion des RRN se promènent dans le village de De Hooiberg, dans le cadre d'une visite de terrain destinée à examiner les liens ruraux-urbains..

La 13e réunion des RRN aborde le sujet de la valeur ajoutée des réseaux

La « valeur ajoutée des réseaux » fut le principal thème de la 13e réunion des RRN, qui s'est tenue à La Haye, aux Pays-Bas, du 10 au 12 novembre 2011. Ces réunions trimestrielles permettent aux réseaux de se rencontrer pour échanger leurs idées, discuter des évolutions les plus récentes et identifier des priorités communes.

Rob Peters, de la DG AGRI, a présenté les grandes lignes des changements proposés dans le projet de réforme de la PAC concernant le rôle des réseaux. Les représentants du point de contact du REDR ont apporté des précisions sur l'évolution de « La valeur ajoutée des réseaux », une initiative conjointe des RRN, et présenté les résultats provisoires d'une enquête visant à identifier les domaines dans lesquels les RRN rassemblent le plus communément des données. Les premières conclusions indiquent que, entre autres activités, les RRN s'intéressent de près à l'organisation des réunions RRN et à leurs participants, ainsi qu'à la collecte et à la diffusion d'informations sur les bonnes pratiques.

La réunion a abordé plusieurs autres sujets, dont l'état d'avancement de l'initiative

thématique sur l'entrepreneuriat rural, qui a pour but de promouvoir les aspects novateurs des entreprises rurales. Christophe Buffet, du RRN français, a livré un rapport d'avancement du groupe de travail sur l'approvisionnement en circuit court, et suggéré de consacrer un prochain numéro de la Revue rurale de l'UE à ce thème. Au sujet des « Finances rurales », Donald Aquilina (CP REDR) a encouragé les RRN à rechercher des exemples dans leurs propres pays, et a préconisé que le groupe d'intervention poursuive ses travaux sur le projet « étapes suivantes ». Il est ressorti de la réunion que le plus gros problème concernant le sous-thème des « Aspects sociaux » réside dans la définition du terme. Une initiative particulièrement novatrice du RRN belge-wallon a été mentionnée ; celle-ci a débouché sur la production d'un DVD d'information répondant aux besoins des jeunes agriculteurs. Il a également été question de l'enquête coordonnée par le RRN italien sur la « Jeunesse rurale ». Les activités liées au sous-thème de la « Sylviculture » se poursuivent et ont été citées comme exemple de l'excellent travail réalisé par les RRN sur une question dont l'importance ne fait que croître au sein de l'UE.

Le concept de « groupage », c'est-à-dire le regroupement de réseaux selon des critères géographiques, a été présenté comme une nouvelle approche. Le groupage des RRN à un niveau macrorégional encourage la communication et les échanges techniques, et multiplie les possibilités de dialogue, de coopération transnationale dans le cadre de LEADER (CTN) et d'activités conjointes entre RRN. Les RRN du bassin méditerranéen ont discuté de la possibilité de créer des groupages macrorégionaux informels dans cette zone. Le groupe nordique et balte a alors fourni des conseils pratiques à l'intention de tous les RRN envisageant de créer un groupe de ce genre, en soulignant l'importance de n'aborder qu'un seul sujet par réunion, et d'identifier clairement lequel des réseaux est chargé de convoquer la réunion suivante. Il les a également mis en garde contre le risque de fixer des objectifs peu réalistes.

Des animations organisées par le RRN néerlandais ont permis aux délégués d'apprécier l'hospitalité hollandaise ; plusieurs d'entre eux ont participé à des visites de terrain, et assisté aux débats du Parlement rural néerlandais dans la Chambre des représentants. Pour en savoir plus, connectez-vous sur le [site internet du REDR](#).

Bioénergie forestière: des avantages économiques pour les zones rurales ?



© Tim Hudson

La promotion du secteur bioénergétique dans les zones rurales, et tout particulièrement lorsqu'elle est liée à la biomasse ligneuse, est un excellent moyen de réaliser le potentiel entrepreneurial local. Cependant, la valorisation de ces activités demande des investissements financiers, le développement d'entreprises et d'infrastructures existantes, et la création de réseaux de coopération pour faciliter le transfert de bonnes pratiques. Ceci est ressorti des résultats d'un séminaire sur la bioénergie forestière organisé en Finlande les 25, 26 et 27 octobre 2011.

À cette occasion, environ 50 participants, parmi lesquels se trouvaient des représentants de GAL, de RRN et d'ONG, ainsi que des entrepreneurs et des chercheurs venus de dix pays différents, ont convergé sur Punkaharju, où se trouve le musée national finlandais de la forêt. L'événement, organisé par le RRN finlandais avec le concours du REDR et de GAL nationaux, a permis d'aborder la question de la biomasse ligneuse comme vecteur de développement rural, des liens entre les secteurs publics et privés, et de ce qui se profile à l'horizon dans cette industrie.



© Timo Kilpeläinen

Des participants à une visite de terrain destinée à mieux comprendre la chaîne de production de la bioénergie forestière.

La biomasse est la source la plus courante d'énergie renouvelable en Europe, et provient à 80 % du bois. La production de bioénergie fait donc partie des fonctions importantes des forêts européennes et constitue un secteur en expansion, capable de renforcer considérablement le développement

économique et l'emploi dans les zones rurales. La bioénergie produite à partir du bois est non seulement renouvelable, mais elle est également, dans l'ensemble, considérée comme étant carboneutre ; la production d'énergie à partir de bois a donc aussi le mérite de répondre aux objectifs stratégiques de l'Union européenne à l'horizon 2020, qui visent à utiliser 20 % de sources renouvelables dans la production d'énergie, ainsi que de réduire de 20 % les émissions de carbone.

Les mesures du Fonds agricole européen pour le développement rural (FEADER) sont les principaux instruments disponibles pour réaliser le plan d'action forestier de l'Union européenne, et facilitent à l'heure actuelle tout un éventail d'activités de promotion visant la production et l'utilisation de bioénergie, dont la plupart sont liées à la biomasse ligneuse ou dérivée du bois. Par ailleurs, les fonds du FEADER servent également à financer les installations de production d'énergie à un niveau local (à petite échelle). En fait, l'Union européenne apporte son soutien à une variété extraordinaire d'initiatives dans ce domaine, et les échanges entre parties prenantes permettent d'apprendre à maximiser l'efficacité du circuit d'approvisionnement en énergie provenant du bois. Ce thème suscite un vif intérêt au sein de nombreux RRN, qui, par l'intermédiaire de l'initiative thématique conjointe du REDR sur la sylviculture, ont décidé d'en faire l'un de leurs sujets d'échange d'expériences et de bonnes pratiques. C'est pour cela que les organisateurs du séminaire tenaient à fournir aux délégués la possibilité de discuter des questions au cœur du sujet, mais aussi de présenter une série d'études de cas, et de faire part de leurs propres expériences. Les participants ont également pu visiter une centrale électrocalogène fonctionnant aux biocarburants à Savolinnä, et une exploitation agricole à grande échelle qui produit une quantité importante de bois de chauffage pour le marché local.

Dans l'ensemble, les conclusions du séminaire indiquent que, bien que tous les pays ne partent pas du même point pour atteindre les objectifs, leurs processus de développement et les défis rencontrés sont assez proches d'une nation à l'autre, et qu'un travail de collaboration débouche sur des améliorations. Les résultats du séminaire, ainsi que des renseignements sur toutes les autres activités soutenues par l'initiative conjointe des RRN sur la sylviculture, sont disponibles sur le site internet du REDR ou sur www.maaseutu.fi.

La PAC à l'horizon 2020 à l'ordre du jour de la réunion du comité de coordination

La réunion du comité de coordination du 8 décembre 2011 a concentré son attention sur la synthèse des propositions pour la PAC 2014-2020 et le mérite des réseaux à cet égard.

Tout en reconnaissant l'importance de la mise en réseau, il a été souligné que des efforts supplémentaires pourraient être fournis aux niveaux européen et national pour réaliser son véritable potentiel, et notamment attirer la participation de parties prenantes plus nombreuses.

Les activités du REDR liées à la préparation de la prochaine période de programmation ont également été abordées, et deux nouveaux groupes de réflexion thématique ont été créés sur les « services environnementaux » et « l'innovation et le transfert de connaissances ». Il a été décidé que les travaux du groupe de réflexion sur les services environnementaux commenceraient début 2012.



© ENRD Contact Point

« Réseautage » lors de la réunion du comité de coordination à Bruxelles.

La réunion a d'autre part servi à présenter les activités du REDR, avec notamment des comptes-rendus de l'action conjointe des RRN sur la valeur ajoutée des réseaux, de l'initiative sur l'entrepreneuriat rural et de la mise au point de ses outils de communication.

Des citoyens ruraux investissent le Parlement néerlandais

La quatrième session du Parlement rural néerlandais s'est tenue à La Haye, dans la Chambre des représentants, le 12 novembre 2011. Cet événement bisannuel, auquel assiste le REDR, est destiné à encourager le dialogue entre les habitants des zones rurales et les responsables politiques.

Trois ateliers avaient été organisés sur les sources d'énergie locales durables, la participation citoyenne, et le déclin démographique rural ; leur but était d'identifier comment ces questions peuvent être abordées dans un cadre politique. Un atelier fort intéressant sur la réforme de la PAC figurait également au programme. Cette année, des activités avaient aussi été prévues pour les invités étrangers.

Le premier Parlement rural date d'il y a 20 ans, en Suède, et avait été organisé pour essayer d'établir un lien entre le gouvernement national et les habitants des zones rurales. Il a permis aux politiciens de communiquer directement avec les résidents, les conseils municipaux des villages et les comités locaux, afin de mieux adapter leur politique aux besoins des gens.



© 123rf

Bruxelles accueille la deuxième édition de la Journée de l'énergie rurale

Les résultats d'une importante enquête sur « l'énergie rurale en Europe » ont été révélés lors de la seconde édition de la Journée de l'énergie rurale, organisée par FREE (Future of Rural Energy in Europe, ou l'Avenir de l'énergie rurale en Europe) le 21 septembre 2011, à laquelle le REDR faisait partie des principaux exposants. Les conclusions générales de FREE à l'issue d'une étude portant sur cinq pays européens indiquent que la consommation d'énergie domestique et du secteur tertiaire dans les zones rurales est moins dépendante du gaz naturel que dans les zones urbaines. La part du fioul dans les zones urbaines est moindre par rapport aux zones intermédiaires et rurales. En outre, ce dernier est davantage utilisé dans le secteur agricole, pour les besoins de machines lourdes comme les groupes électrogènes et les tracteurs.

Andrew Ford, porte-parole de l'initiative FREE, a déclaré : « Les zones rurales peuvent contribuer grandement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et des politiques de consommation d'énergie ciblant particulièrement les communautés rurales permettraient de faire des économies d'argent et de lutter contre les changements climatiques. Les politiques visant l'amélioration du bouquet énergétique auront d'énormes avantages pour le secteur agricole. Il faut absolument faciliter l'accès des zones rurales à des systèmes énergétiques durables et à plus faible teneur en carbone. »



© SHV Energy N.V.

Stratégies de développement local : réunion du groupe de réflexion au Portugal

La première réunion du groupe de réflexion 4 sur l'amélioration des stratégies de développement local (SDL) s'est déroulée à Lisbonne, au Portugal, les 18 et 19 octobre 2011. Organisée par le RRN portugais, elle avait pour objectif principal de présenter et de discuter des premiers résultats issus du questionnaire destiné aux



Francisco Borba, agriculteur, lors de sa présentation sur le projet « Herdade da Gâmbia », qui par la consolidation d'une digue de protection contre les marées, a permis de faciliter la nidification et les activités des ornithologues.

© ENRD Contact Point

GAL sur la définition et la mise au point de SDL. Les parties prenantes accordent un intérêt tout particulier à ce sujet et le groupe compte désormais 75 membres, dont environ la moitié était présente à la réunion. Le nombre de représentants de GAL ayant répondu au questionnaire a dépassé toute attente et est considéré comme un nouveau

témoignage de l'importance et de la pertinence de ce thème. Ceci est essentiellement dû au fait que les conclusions du groupe de réflexion pourraient influencer les règles de mise en œuvre de la prochaine période de programmation. Les premiers résultats du groupe ont été présentés au sous-comité LEADER le 23 novembre 2011.

Les stratégies de développement local à l'ordre du jour de la 7e réunion du sous-comité LEADER

La 7e réunion du sous-comité LEADER, convoquée à Bruxelles en novembre 2011, a permis de faire le point sur la mise en œuvre de ce programme dans chaque État membre.

Elle a examiné de près le projet de rapport d'activité du nouveau groupe de réflexion LEADER sur « l'amélioration des stratégies de développement local (SDL) », puis abordé, sous la forme de discussions de groupes, la mise au point et la conception de ces nouvelles stratégies.

Ces groupes se sont notamment penchés sur le niveau d'autonomie dont les communautés locales doivent disposer pour les élaborer, ainsi que sur les questions de qualité. Le second thème de discussion a porté sur la structure et le contenu à donner aux SDL afin de répondre aux besoins des programmes de développement rural (PDR).

La DG AGRI a présenté le projet législatif de la Commission pour le développement local 2014-2020, tiré des propositions faites dans le nouveau Cadre stratégique commun (CSC). L'un des plus gros changements proposés pour la prochaine période de programmation est que les initiatives de développement local communautaires puissent désormais également être financées par le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE), et non plus uniquement par le Fonds agricole européen pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Il a par ailleurs été souligné que le groupe de réflexion 4 pourrait jouer un rôle directeur important concernant la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des SDL durant la prochaine période de programmation.



Des membres du sous-comité LEADER lors de la réunion à Bruxelles.

Enfin, les participants ont pu assister à une présentation sur le nouveau « portail LEADER » du site internet du REDR, ainsi qu'à l'analyse des projets CTN qui ont été approuvés et déjà signalés à la Commission. Les prochains événements du REDR consacrés à LEADER, dont un important séminaire prévu au printemps 2012 ont également été passés en revue.

La politique de développement rural en chiffres

Des importantes informations témoignant des progrès réalisés au niveau des PDR sont désormais disponibles sur le site internet du REDR sous une forme plus accessible. Les données sur la corrélation entre les ressources et les résultats de la politique de développement rural étaient, jusque-là, présentées essentiellement sous forme de « tableaux d'indicateurs de suivi et financiers ». Elles ont été transposées dans des « fiches d'information » qui fournissent une image instantanée des progrès en cours dans le cadre de chaque programme de développement rural et de la majorité des mesures PDR,



pour l'ensemble de l'Union européenne. Cette nouvelle présentation permet aux parties prenantes d'accéder plus rapidement aux informations, sous la forme de diagrammes, graphiques et de brèves explications, et donc de tirer plus facilement des conclusions bien fondées. Les anciens tableaux restent à la disposition de ceux qui souhaitent consulter les données sous leur forme originale.

Séminaire sur les mécanismes de mise en œuvre des programmes de développement rural

Le séminaire sur « l'amélioration de la mise en œuvre des programmes de développement rural », qui s'est tenu à Bruxelles le 9 décembre 2011, s'est focalisé avant tout sur la prochaine série de PDR qui devra être à la fois efficiente, efficace, et, surtout, axée sur les résultats. Cet événement a accueilli des représentants d'autorités de gestion et de RRN, ainsi que d'autres parties prenantes, et était basé sur les travaux d'analyse du groupe de travail thématique (GTT) 4 concernant les mécanismes de mise en œuvre

qui fonctionnent bien et ce qui mérite d'être amélioré dans ce domaine. Le séminaire a essentiellement pris la forme d'ateliers sur la façon dont les programmes pourraient être mieux conçus et mis en œuvre plus efficacement, les moyens de renforcer la coordination entre les organismes chargés de cette mise en œuvre, et de nouvelles approches pour toucher davantage de bénéficiaires et faciliter l'accès aux aides. Les résultats plus détaillés de ce séminaire sont disponibles sur le [site internet du REDR](#).

Le point de contact du REDR accueille des visiteurs

© ENRD Contact Point



Des délégués des DOM en compagnie de membres de l'équipe du CP REDR à Bruxelles.

Visite d'un groupe venu des départements d'outre-mer

Un groupe venu des départements français d'outre-mer et composé de formateurs et de personnes suivant une formation de « Conseiller en affaires européennes » a rendu visite au point de contact du REDR le 25 novembre 2011. Il s'est intéressé de près aux activités du REDR et s'est montré désireux de discuter de l'impact que les changements proposés pour la prochaine période de programmation de la PAC après 2013 pourront avoir sur ces régions ultra périphériques. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : www.edater.fr

Visite de maires bavaois

Une délégation allemande composée de neuf maires et employés de l'administration des districts ruraux (Landratsamt) du Haut Palatinat (Oberpfalz) et de Moyenne Franconie (Mittelfranken) a rendu visite au point de contact du REDR le 30 novembre 2011. Elle représentait les neuf municipalités composant le groupe d'action Oberpfalz-Mittelfranken. L'objectif de la visite était de découvrir les activités du point de contact du REDR et de discuter de l'avenir du développement rural.



Des maires et employés de l'administration des districts bavaois se sont rendus dans les bureaux du CP REDR à Bruxelles.



La famille Seeberger, lauréate du prix « Agrar.Preis 2011 » pour son approche stratégique du développement de son exploitation.

Focus *RRN*

Les réseaux ruraux nationaux (RRN) sont mis en place par les gouvernements des États membres afin de rassembler les parties prenantes impliquées dans le développement rural, et faciliter la mise en œuvre de la politique de développement rural de l'UE. Cette rubrique fait la chronique de toutes les réunions et autres événements récents organisés à travers l'Union européenne.

Réseau autrichien: Focus sur une conférence annuelle réussie

Le RRN autrichien « Netzwerk-land » a réuni plus de 200 parties prenantes du développement rural à l'occasion de sa conférence annuelle le 17 octobre 2011. Parmi les délégués se trouvaient 50 représentants de GAL de Lambach en Haute-Autriche, venus discuter de la compétitivité du secteur agricole, ainsi que des possibilités d'avenir offertes par la PAC. Ils ont également pu assister à la présentation d'un certain nombre d'études de cas de mise en réseau dans le cadre d'initiatives LEADER ; les exemples choisis appartenaient aux domaines de l'agriculture, de la conservation de la nature et de la sylviculture, en mettant l'accent sur la réussite et l'innovation. Le point fort de la soirée fut la remise du prix « Agrar Preis 2011 » à cinq des meilleures entreprises agricoles du pays. Les lauréats étaient en majorité des entreprises

familiales, dont une a été remarquée tout particulièrement pour son approche stratégique du développement de son exploitation agricole. En effet, la famille Seeberger produit du lait de foins biologique depuis 1997 ; celui-ci est transformé en fromage, yaourt et caillé, avant d'être vendu par l'intermédiaire d'un magasin de diététique local. Christian Jochum du RRN autrichien est intervenu lors de la conférence et a déclaré : « Dans l'agriculture, la réussite ne dépend pas seulement d'une bonne gestion et d'une aptitude à la vente ; il faut trouver un équilibre entre les besoins des gens et une approche économique. Il en va de même de la réussite des projets LEADER : les gens jouent un rôle central. » Pour en savoir plus, connectez-vous sur le site internet du RRN autrichien à l'adresse suivante : www.netzwerk-land.at

Réseau wallon : Une vidéo consacrée aux jeunes agriculteurs engendre un débat

Un projet audiovisuel du RRN wallon a lancé un débat régional sur les jeunes agriculteurs. Il se compose de six vidéos sur les thèmes suivants : le démarrage, une agriculture multifonctionnelle et des exploitations à petite échelle, l'innovation, l'environnement et l'énergie, la mise en réseau, l'élargissement des horizons, l'entrepreneuriat et le commerce, et les règlements régissant l'agriculture. Elles sont censées servir de « boîte à outils » aux associations de villages, de jeunes agriculteurs et autres acteurs du développement rural, en attirant leur attention sur l'avenir de l'agriculture et de l'espace rural, et les inciter à demander des aides pour leur permettre

de relever les défis auxquels est confronté ce secteur. Les interventions personnelles dans ces vidéos, et plus particulièrement de la part de jeunes, témoignent du fait que l'agriculture est non seulement une industrie contemporaine, mais également qu'elle est primordiale pour l'avenir des zones rurales. « Ce projet nous permet de dissiper l'impression que l'agriculture est passiste et n'a aucun rôle à jouer dans une culture moderne, » affirme Cécile



« Composition d'une prise de vue » lors du tournage de la vidéo sur les « Jeunes agriculteurs » en Wallonie.

Schalenbourg, membre du RRN. Pour en savoir plus sur ce projet, connectez-vous sur le site internet du RRN wallon à l'adresse suivante : www.reseau-pwdr.be.



Les costumes folkloriques tiennent la vedette lors du défilé de mode du salon Agrokomplex.

Réseau slovaque : Les RRN sur la sellette au Salon international de l'agriculture

Agrokomplex, le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation qui s'est déroulé à Nitra, en Slovaquie, des 23 au 26 août 2011, a accueilli des représentants des RRN et de GAL slovaques, tchèques, hongrois et polonais. Organisé avec le concours du RRN slovaque, cet événement de grande envergure fut l'occasion de faire connaître des produits régionaux et de mettre en valeur l'artisanat traditionnel et les coutumes folkloriques. Un certain nombre de personnalités politiques slovaques, dont le Premier ministre, Iveta Radičová, et le ministre de l'agriculture, de l'environnement et du développement régional, Zsolt Simon, se sont rendus au salon et ont pu y rencontrer des représentants régionaux. Après la clôture de l'événement, Malvína Gondová, membre du RRN slovaque, a déclaré : « Le salon a remporté un énorme succès et nous a permis d'établir un nombre important de nouveaux contacts. Ce genre de manifestations joue un rôle primordial dans le développement rural, et c'est pour cette raison que nous tenons à soutenir tout type de coopération rurale, que cela soit à l'échelle nationale ou transnationale ». Les points forts du salon ont été filmés par une chaîne de télévision locale et un bref compte-rendu est disponible en ligne et sur DVD à www.nsr.sk



Réseau italien : Lancement d'une campagne ciblant la jeunesse rurale

Le RRN italien (Rete Rurale) mène actuellement une initiative destinée à encourager les jeunes à examiner l'impact de leurs actions sur l'environnement et leur communauté locale. Rural4Youth réunit sept facultés offrant des cursus liés à l'agriculture, l'environnement et la communication, dans le but de sensibiliser les étudiants à la question de la durabilité.

L'initiative pilote, qui a démarré en septembre 2011, fait appel à des outils de communication modernes comme la vidéo, les blogs sur internet, et une plate-forme électronique basée sur le langage wiki. Le premier exercice a invité les étudiants à produire une courte vidéo relatant leur expérience personnelle autour de ce sujet. La création d'une communauté virtuelle dont le but est de partager connaissances, expériences et bonnes pratiques a permis d'élargir la participation à un public plus important. Rural4Youth s'inscrit dans le prolongement d'autres initiatives pilotes réussies visant les jeunes, comme par exemple « Ruraland », menée par le RRN, qui englobait Rural4Kids et Rural4Teens. Ces projets innovants sont parvenus à toucher un public assez large d'enfants et de jeunes, et par conséquent à attirer davantage

l'attention sur la protection des zones et du patrimoine ruraux. Des compléments d'information concernant cette initiative sont disponibles sur le site internet du RRN italien. www.reterurale.it

Réseau d'Irlande du Nord : Transfert de bonnes pratiques entre GAL

Les 6 et 7 octobre 2011, le réseau rural d'Irlande du Nord a animé une réunion de réseautage destinée aux GAL et autres acteurs dont les travaux portent sur les Axes 3 et 4 du programme de développement rural (PDR). Plus de 90 personnes ont participé à cet événement intitulé « La mise en réseau par le biais du groupage géographique et au-delà », qui s'est déroulé dans le comté d'Antrim ; il a été organisé à la suite d'une enquête indiquant que de nombreux groupes travaillaient dans l'isolement dans cette région. Il a non seulement permis d'échanger des informations sur les activités en cours dans cette zone, mais également de délivrer aux personnes présentes un compte-rendu de l'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD) sur la réforme de la PAC et l'avenir de LEADER. Voici les réactions de Joyce McMullan, membre du réseau rural d'Irlande du Nord : « Nous sommes ravis du succès de cette réunion qui a permis aux participants d'établir des contacts plus larges, plutôt que liés à des sujets bien précis. Elle a donné lieu à d'excellents débats sur la façon dont les groupes LEADER peuvent entreprendre des interventions plus stratégiques et adopter une approche plus proactive pour décider de la forme que prendront les activités sur le terrain. » Pour en savoir plus, consultez le site internet du réseau rural d'Irlande du Nord à l'adresse suivante : www.ruralnetworkni.org.uk.



« Le réseautage en action » lors de l'événement de « groupage de GAL » organisé en Irlande du Nord.

Réseau néerlandais : Les implications de la dépopulation

Le 22 septembre 2011, le réseau rural national néerlandais a rassemblé quelque 100 personnes à La Haye, pour discuter de l'impact national de la dépopulation rurale. Parmi les participants se trouvaient des chercheurs, des élus, des employés du secteur public ainsi que des associations de citoyens ruraux. La baisse de la population aux Pays-Bas a des conséquences sur les services, en particulier ceux destinés aux jeunes et aux personnes âgées, et a un impact négatif sur la cohésion sociale. Selon les conclusions de recherches récentes, il est désormais urgent d'aborder ce problème. Le but de cet événement était donc de trouver des solutions pour augmenter la participation citoyenne et renforcer les compétences, afin d'enrayer le déclin des services. Le nombre croissant de bâtiments et bureaux à l'abandon, dont certains sont en train de tomber en ruine, a également fait l'objet d'une discussion. Pour en savoir plus à ce sujet, consultez le site www.netwerkplatteland.nl



Mark Frequin, Directeur général du logement, des communautés et de l'intégration.



Un participant fait part de ses inquiétudes au sujet de la dépopulation, lors de la réunion du RRN néerlandais à La Haye.

Réseau espagnol : Publication d'un livre blanc sur la transhumance

Le RRN espagnol a publié un livre blanc sur la transhumance en Espagne, qui présente une possibilité d'avenir durable pour cette pratique en déclin, et est destiné à mobiliser toutes les parties prenantes. Le réseau tient à promouvoir le rôle de la transhumance et garantir sa pérennité par le biais de diverses activités, dont des projets nationaux et transnationaux. La transhu-

manche joue un rôle environnemental et culturel important pour l'ensemble des prés et prairies espagnols, et est étroitement liée au fait qu'un nombre élevé de ces habitats a été accredité par Natura 2000. Par ailleurs, les engrais naturels qui résultent de la pâture présentent toutes sortes d'autres avantages allant de la prévention de l'érosion des sols à celle des incendies. Les changements générationnels survenus dans le secteur agricole, ainsi que le manque de modernisation et de rentabilité des exploitations font cependant que la transhumance est de moins en moins pratiquée. Pour en savoir plus, reportez-vous à l'article « À vous la parole : L'Espagne ! » dans ce numéro, ou connectez-vous sur www.marm.es.

Les moutons quittent les « dehesas » du sud de l'Espagne en quête de nouveaux pâturages.

Réseau hongrois : Les jeunes participent au développement rural

Du 7 au 9 octobre 2011, Budapest (Hongrie) a accueilli un événement destiné à impliquer la jeunesse rurale dans les programmes de développement rural 2014-2020. Organisée par le RRN hongrois, avec le concours de l'Alliance hongroise des jeunes agriculteurs (AGRYA), cette manifestation a attiré la participation de GAL, RRN, organisations de jeunes et associations de jeunes agriculteurs de 11 États membres, et cherchait à identifier comment engager les jeunes dans le développement rural. Les thèmes principaux étaient axés autour de la participation des jeunes au développement rural, l'impact des différences générationnelles sur les projets de développement rural, les initiatives mises en œuvre par des groupes

de jeunes, la création d'associations de jeunes, et les projets innovants visant la jeunesse rurale et facilitant la mise en réseau des jeunes et de leurs organisations. Parmi les participants se trouvaient des représentants et des intervenants autrichiens, tchèques, estoniens, finlandais, français, italiens, lettons, polonais, roumains, slovaques et slovènes. Pour en savoir plus, connectez-vous sur le site internet du RRN hongrois à l'adresse suivante : www.hungariannationalruralnetwork.eu

Le RRN hongrois considère l'implication des jeunes dans le développement rural comme une priorité.

Réseau letton : Le RRN letton apporte son soutien aux jeunes entrepreneurs

Le Centre rural de conseil et de formation de Lettonie a décidé de prolonger une initiative apportant son soutien aux jeunes des zones rurales désirant créer une entreprise. Ce programme, qui a débuté par un projet pilote en juillet 2011, vise des participants âgés de 18 à 30 ans, souhaitant créer une entreprise privée ou sociale. Il se compose de deux jours de formation leur permettant de développer leurs idées et d'établir des contacts avec des gens bénéficiant d'une certaine expérience en matière d'entrepreneuriat et de projets LEADER. À la fin de la formation, les participants présentent leur idée d'entreprise, et peuvent obtenir un tête-à-tête avec un spécialiste du RRN pour les aider à mettre au point leur projet commercial ou faire une demande de financement dans le cadre des mesures de l'UE. Fin 2011, le programme couvrait les régions Ogre, Kraslava, Rezekne et Jelgava du centre et de l'ouest de la Lettonie. Pour en savoir plus, consultez le site internet du RRN letton à l'adresse suivante : www.llkc.lv.

De jeunes entrepreneurs ruraux lettons suivent une formation de deux jours.



À vous la parole !

Dans cette rubrique, nous vous proposons une sélection d'articles intéressants sur des sujets qui vous concernent. Ces articles peuvent être tirés de vos publications ou spécialement écrits pour ce magazine. Alors, à vous la parole !

Le développement rural dépend de différents facteurs, et notamment du soutien au développement personnel, à tout âge.

La diversité de la société : une ressource endogène en Autriche

*Cet article est paru en octobre 2009 dans le premier numéro du magazine autrichien **Ausblicke: Magazin für ländliche Entwicklung**. Il traite de l'importance de la « diversité sociale » dans le renforcement de la politique de développement rural, tente d'apporter des solutions à des problèmes complexes et promeut une société rurale plus ouverte et plus inclusive.*

Selon l'expert suédois en innovation Kaj Mickos, le développement rural d'une région dépend d'une ressource en particulier : les gens qui y habitent. Ainsi, le développement régional encourage toujours les femmes, les hommes, les jeunes, les plus âgés, les immigrants, les esprits indépendants et les citoyens créatifs à participer, même si leurs intérêts sont différents. La question cruciale est : le développement rural, tel qu'il est actuellement pratiqué, prend-il suffisamment en considération la diversité sociale pour l'utiliser comme une ressource ?

« J'ai l'impression que dans les zones rurales, on est tenu de vivre une vie plutôt conventionnelle. Ces régions manquent souvent de flexibilité sociale, et donc de soutien et de respect pour ceux dont les intérêts spécifiques sont originaux. Ce manque de flexibilité sociale conduit des gens à quitter les zones rurales, mais également à rompre tout lien avec leur région d'origine. » Ce

commentaire est issu d'une interview de l'artiste Ines Doujak, qui a quitté la Carinthie. La diversité, sous différentes formes, est un thème central de son œuvre artistique. Elle étudie notamment le rôle des stéréotypes dans le contexte du sexisme et du racisme. Lors de l'exposition « Documenta 12 », elle a proposé une œuvre (*Victory Gardens*) sur la privatisation de la diversité génétique par le détournement de la brevetabilité du vivant et des graines.

Paul Cloke exprime cette idée différemment dans son livre *Handbook of Rural Studies (Manuel d'études rurales)*, mais adopte une approche similaire dans sa contribution intitulée « Rurality and otherness » (Ruralité et différence). Il écrit : « L'attachement des gens aux régions rurales dépend du niveau d'intégration des différentes populations et des différents groupes d'âge, ainsi que du niveau de prévention de l'exclusion sociale. » Dans son livre *Exclusive Countryside? Social Inclusion and Regeneration in Rural Areas (La campagne est-elle exclusive ? Inclusion et régénération sociale dans les zones rurales)*, Mark Shucksmith

« L'attachement des gens aux régions rurales dépend du niveau d'intégration des différentes populations et des différents groupes d'âge, ainsi que du niveau de prévention de l'exclusion sociale. »

Paul Cloke, auteur de *Handbook of Rural Studies (Manuel d'études rurales)*



Festival des régions 2005 : le projet « *Leben am Hof* » (*Vivre de la ferme*) reflète les structures architecturales, économiques et sociales des zones rurales.

remarque : « Une attention inadéquate est portée sur l'évolution des besoins et des relations sociales des différents groupes de population. Le sujet de la participation inclusive est extrêmement pertinent dans les zones rurales. L'exclusion sociale peut se développer de manière très importante, particulièrement dans de petites structures communautaires apparemment ouvertes. »

Le point de vue subjectif et politique de l'artiste et l'analyse du chercheur régional aboutissent à la même conclusion : ce n'est pas uniquement la situation du marché de l'emploi, souvent difficile, qui provoque l'exode rural, en particulier celui des jeunes et des femmes. Le manque de « flexibilité sociale » joue également un rôle décisif.

La flexibilité sociale encourage l'innovation

La flexibilité sociale d'une organisation ou d'une région détermine le niveau de développement des talents et des intérêts des gens impliqués ; elle contribue donc au développement. La flexibilité sociale se nourrit de respect, d'encouragements et de l'utilisation de la diversité. Dans les régions qui connaissent un niveau élevé de flexibilité sociale, être différent est considéré comme une ressource, non comme une menace. Ceci engendre de nouvelles manières d'envisager les choses, de connaître des expériences diverses, de cultiver des savoir-faire intéressants, avec

la possibilité de mettre tout cela au service du développement.

Le consultant et chercheur social Heinz Metzen décrit l'utilisation positive et l'intégration constructive de la diversité comme des conditions élémentaires préalables au développement personnel. Dans de nombreuses entreprises, et notamment dans les multinationales, le développement personnel des employés est encouragé depuis des années par les experts en gestion de la diversité. La direction opérationnelle des services de gestion de la diversité a pour but d'améliorer, au sein de groupes hétérogènes, la capacité à résoudre des problèmes. Il s'agit de mettre la « force de la diversité » au service de la croissance, du développement et de l'innovation. Scott E. Page de l'université du Michigan décrit le lien entre innovation et diversité en observant que « la diversité nourrit l'innovation » et « l'innovation nécessite de penser différemment ». L'analyse des réseaux aboutit à une conclusion similaire : les réseaux hétérogènes sont considérés comme plus stables, plus créatifs, plus innovants et plus productifs. Pour obtenir ces effets positifs, il est indispensable de bien gérer les déséquilibres et les tensions.

« Voilà comment nous sommes, pas autrement »

La politique actuelle de développement

rural et régional favorise-t-elle la flexibilité sociale qui rend possible l'utilisation durable de la diversité ? La réponse est sans équivoque : « Pas toujours, pas partout, et dans l'ensemble : pas suffisamment. » Les femmes, les jeunes, les immigrants et les esprits indépendants affranchis du courant dominant et de l'establishment, souvent cités, sont sous-représentés dans les projets et dans la direction des organismes de développement régional : on ne leur reconnaît pas de « potentiel » en dehors de leur rôle habituel. De plus, l'institutionnalisation et la spécialisation croissantes des organismes de développement régional peuvent avoir des effets négatifs sur leur caractère initialement ouvert et social, et par contrecoup sur leur implication et sur l'utilisation productive de la diversité. En outre, en matière de développement, l'emphase unilatérale sur la rentabilité économique peut limiter la participation à un petit cercle d'individus, alors que le potentiel créatif est négligé. Autre impact négatif touchant la flexibilité sociale : la force motrice des organismes de financement devient de plus en plus l'utilisation rapide et sûre de toutes les subventions possibles de l'UE. Cette approche laisse peu de place aux projets pilotes innovants ou aux champs expérimentaux des programmes de soutien régional. Dans ce contexte, un autre facteur limitant est la politisation progressive des organismes de développement



© Festival der Regionen, Norbert Artner

régional et national. Une importance excessive accordée à l'identité régionale, qui repose (trop) fortement sur les traditions et les caractéristiques régionales, et qui exclut en grande partie les valeurs actuelles indépendantes de la région (mondiales), peut également entraîner l'exclusion de groupes sociaux et la restriction de la flexibilité sociale. Après tout, l'identité, au sens strict, ne signifie rien de plus que : « Voilà comment nous sommes, pas autrement ! » Il en découle que quiconque n'est pas comme « nous » n'a pas sa place dans la région, à moins qu'il ou elle s'adapte et cesse d'être différent(e). Tout ceci peut limiter la capacité de la région à agir et à se développer. D'après une recommandation du projet « L'avenir dans les Alpes » (CIPRA 2005-2008), cette capacité d'action et de développement ne peut croître que « si la société et l'économie régionales sont suffisamment diversifiées pour offrir aux individus une large palette d'approches et de rôles sociaux et économiques ».

Base de réflexion

Une condition élémentaire préalable à l'encouragement et à l'utilisation de la diversité sociale est la « pensée respectueuse ». Le chercheur sur l'intelligence Howard Gardner décrit la « pensée respectueuse » comme l'une des « cinq intelligences du XXI^e siècle ». Il entend par là que le respect et la reconnaissance dépendent

de la compréhension de cette réalité : personne ne peut vivre seul ou uniquement au sein de sa « tribu », et le monde consiste en des gens physiquement différents, qui pensent différemment, qui ressentent les choses différemment et qui poursuivent des objectifs et des plaisirs différents mais en principe de même valeur. Accepter cela, selon Gardner, est la première étape décisive d'une coexistence constructive (cf. *Psychology Today* de juillet 2009). Cependant, trois autres facteurs jouent un rôle important dans le fonctionnement des réseaux hétérogènes (que doivent idéalement être les systèmes de développement régional). Le facteur le plus favorable à des relations fructueuses au sein des réseaux est la confiance dans les personnes impliquées. Une réflexion critique sur son propre comportement – est-ce qu'il contribue à établir la confiance ou à la détruire ? – est un facteur essentiel de la coopération dans diverses structures en réseau. La coopération entre des groupes dont les intérêts sont différents nécessite cependant un certain niveau de générosité. En pratique, cela signifie que l'on ne doit pas jalouser « les autres » pour leur réussite et que l'on doit délibérément effectuer des contributions qui bénéficient aux partenaires. Dans les groupes hétérogènes, les aspirations égoïstes à court terme et la défense continuelle de ses propres privilèges empoisonnent la coopération. Le troisième facteur de réussite en matière d'utilisation productive de

la diversité sociale est la curiosité. Les gens intéressés par les préoccupations, les problèmes, les connaissances et l'expérience des autres, ouverts aux nouvelles relations, acquièrent de nouveaux moyens de développement et disposent ainsi d'options supplémentaires. Dans ce contexte, la « recherche du bonheur » aboutit à la conclusion que « les gens curieux sont plus heureux ».

On peut appliquer cela au développement rural et dire que « les régions curieuses sont des régions plus heureuses ». Une tâche gratifiante en matière de développement rural innovant consisterait à encourager la curiosité et donc la diversité sociale dans les régions rurales.

Luis Fidschuster,

Netzwerk Land, ÖAR Regionalberatung

À la base de cette contribution : T. Dax, E. Favry, L. Fidschuster et collaborateurs, *Neue Handlungsmöglichkeiten für periphere ländliche Räume (Nouvelles perspectives d'action pour les zones rurales périphériques)*, ÖROK, 2009.



Des GAL sur le terrain.

© Trame SCRL

État d'avancement de l'Axe 4 LEADER en Wallonie

Cet article, paru dans le numéro 10 du magazine Ruralités du RRN wallon (sorti mi 2011) met en valeur les caractéristiques et la valeur ajoutée de l'approche LEADER en Wallonie, tout en donnant une idée des particularités de LEADER et du rôle des GAL dans cette région.

L EADER signifie Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale. Il s'agit au départ d'une initiative communautaire de l'Union européenne qui vise à établir des liens entre projets et acteurs de l'économie en milieu rural. LEADER a pour objectif de mobiliser les habitants des zones rurales, de soutenir la réalisation de leurs idées ainsi que d'expérimenter de nouvelles méthodes. LEADER contribue à améliorer la qualité de vie en milieu rural et à promouvoir la diversification économique. LEADER s'inscrit dans une dynamique européenne et favorise l'établissement de coopération transnationale (CTN).

Avec la période de programmation 2007-2013, LEADER en est aujourd'hui à sa quatrième génération en Wallonie. Après LEADER I (1991-1993) et LEADER II (1994-1999), quinze territoires ont encore récemment profité de cette opportunité durant la période LEADER+ (2000-2006).

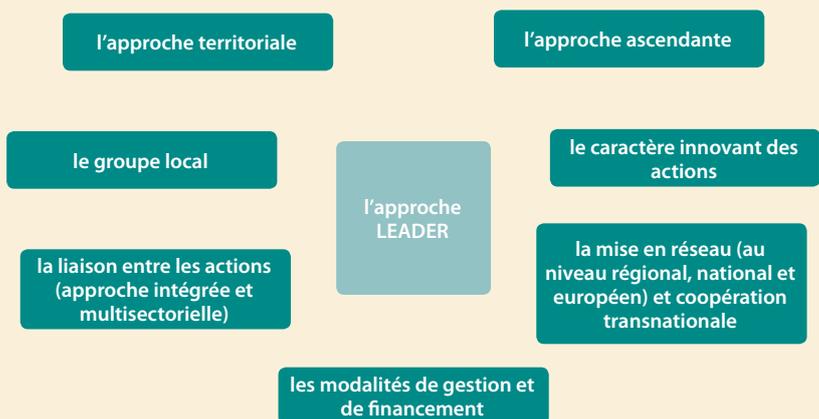
Une première sélection de dix GAL a eu lieu en juillet 2008. Et cinq nouveaux GAL ont été choisis en avril 2009. Les critères de recevabilité minimaux étaient :

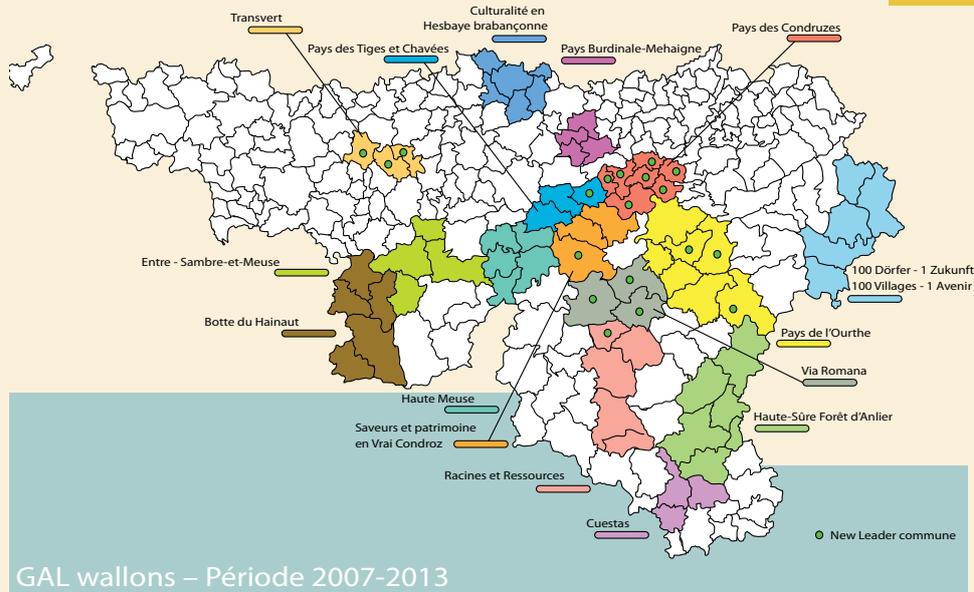
- le nombre de communes composant le GAL (minimum 3) ;
- la densité de population (max. 150 habitants/km²) ou le pourcentage de superficie non bâtie (min. 80 %) ;
- le nombre d'habitants (entre 10 000 et 50 000) ;
- la représentativité du secteur privé dans les structures du GAL (min. 50 %) ;
- les sept spécificités de l'approche LEADER.

Aujourd'hui, LEADER est devenu une partie intégrante des outils de développement régionaux et représente le quatrième axe de la politique européenne de développement rural.

Les groupes d'action locale (GAL) sont les bénéficiaires de LEADER. Ils associent des partenaires publics et privés issus des différents secteurs socio-économiques. Appliquant l'approche ascendante, les GAL sont responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement territorial.

Ce sont les résultats produits par la combinaison de ces spécificités qui forment ce que l'on appelle « la valeur ajoutée de l'approche LEADER ». En effet, l'approche territoriale permet d'initier le processus en s'appuyant sur les ressources et besoins particuliers de chaque territoire. L'approche ascendante implique de





La Région wallonne a confié à la Fondation rurale de Wallonie (FRW) et au Centre d'économie rurale (CER) une mission d'interface et de relais. Ces deux structures assurent un accompagnement des GAL pour la mise en œuvre de LEADER : formations, assistance au montage des projets, à la gestion administrative et financière.

façon participative les acteurs locaux tout en prenant en compte les réalités propres à chaque territoire.

Cela génère une nouvelle vision partagée des forces et des faiblesses, des menaces et des opportunités qui influencera notamment la définition des objectifs et des actions. Le groupe local est organisé dans un partenariat horizontal, réunissant tant des acteurs locaux que des institutions locales. Le caractère innovant des actions, le lien entre elles et l'approche multisectorielle ont une influence sur le type d'actions et les modes d'animation choisis. La mise en réseau et la coopération transnationale influencent les relations entre le niveau local et le monde extérieur (circulation d'information et de connaissances, développement de projets communs). Le mode de financement, quant à lui, assure une certaine souplesse de mise en œuvre et garantit, dans la plupart des cas, la mise en place de projets

transversaux : animation territoriale, structuration d'acteurs locaux, communication et image du territoire, analyses de faisabilité et impulsion....

2011, année charnière

La mise en œuvre d'un plan de développement stratégique nécessite du temps. Du temps pour la constitution des équipes de terrain, la mobilisation des partenaires, les démarches administratives liées à chaque projet. Aujourd'hui sur les rails, les 15 GAL affichent de plus en plus d'actions visibles et concrètes. La plupart des projets locaux sont engagés dans le circuit administratif régional et local. Une étape nécessaire franchie, qui permet aux GAL de s'atteler à la concrétisation d'actions et l'animation de leur territoire, la communication, et même à une participation à des événements européens ou des projets de coopération transnationale.

Les exercices d'autoévaluation

Mise en place par l'administration et l'interface LEADER (voir encadré), l'autoévaluation annuelle est une démarche importante pour les GAL. Elle constitue une réelle opportunité de faire le point avec l'équipe, les partenaires, les porteurs de projets. Constituée de tableaux de collecte de données et d'outils de visualisation des résultats, elle permet aux GAL de déterminer les nœuds à résoudre, les pistes à creuser, les projets à réorienter. En cette année charnière, l'autoévaluation devrait également servir à

identifier les projets qui bénéficieront d'un complément de financement, dans la suite des rééquilibrages effectués à mi-parcours entre GAL avancés et moins avancés.

La valeur ajoutée de l'approche LEADER en Wallonie

S'il est encore tôt pour mesurer l'impact précis de l'Axe 4 LEADER en Wallonie, il est par contre possible d'identifier les premiers points forts de cette programmation. Plusieurs éléments démontrant la valeur ajoutée de la méthode LEADER illustrent comment les spécificités de l'approche LEADER ont été prises en compte et montrent des signes clairs de réussite en Wallonie.

La création de liens, les nouveaux partenariats locaux, les plates-formes de coordination régionale, espaces de dialogue et groupes de travail, la reconnaissance des GAL comme acteurs pertinents de développement sur leur territoire, sont autant d'éléments visibles de l'édifice LEADER.

Plus complexe à évaluer, le positionnement des territoires ruraux face aux défis créés par la globalisation est pourtant bien tangible, par exemple, par la valorisation du potentiel local, des savoir-faire locaux pour fidéliser ou attirer des entrepreneurs en zone rurale, et encore, par le retour à la proximité du produit ou du service, et à l'exploitation locale de la matière première.

Quelques chiffres :

- 15 groupes d'action locale couvrant 69 communes wallonnes
- 1,5 million d'euros (45 % Europe, 45 % Wallonie et 10 % local) par GAL avec un rééquilibrage possible de 10 % en fonction de l'avancement des projets
- 106 projets engagés dont 4 dans la mesure Agriculture et compétitivité, 11 dans la mesure Environnement, 65 dans la mesure Qualité de vie, 11 en Coopération et 15 en Acquisition de compétences.



Journée entre GAL sur le thème « Jardins et maraîchage » (à Phytisia).

© Trame SCRL

Autre élément, la valorisation des flux d'un territoire. Flux touristique, flux de circulation, flux de matières ou d'effluents ou simplement l'eau qui traverse un territoire, ils jouent divers rôles. Et c'est un art que de les capter, les gérer et surtout les valoriser de manière éthique et durable.

Dans un même ordre d'idées, les territoires ruraux assument de nouvelles fonctions mises en avant notamment par les GAL dans leur rôle d'observateur du possible transcommunal en matière d'aménagement du territoire, paysages, services, mobilité, culture... Transfert d'expériences et communication interne, externe... La multiplicité des informations liées au territoire et aux structures qui le font vivre rend difficile leur appropriation par le citoyen. L'utilisation des médias et d'internet, l'événementiel, le partage de savoir-faire, l'affirmation des territoires ruraux et de leurs produits, surtout lorsque ceux-ci manquent d'éléments de différenciation forts, sont des actions largement soutenues par LEADER.

L'appartenance des GAL à un réseau européen de territoires ruraux leur permet clairement de dépasser leur ancrage local.

Par la coopération transnationale, ils sont amenés à ouvrir leurs points de vue, identifier comment positionner leur territoire au plan européen. Une plus-value donc en termes d'acquisition et de partage d'expérience, d'obtention d'une masse critique et d'image.

Coconstruction, participation, transversalité, transcommunalité, animation du partenariat, outils d'aide à la décision

des élus, sont autant d'ingrédients utilisés par les équipes des GAL pour mettre en place leurs stratégies de développement. Autant de facteurs qui garantissent une meilleure gouvernance du territoire, plus de transparence et, dans de nombreux cas, une prise de responsabilité plus grande de la part des acteurs locaux et des citoyens dans le développement de leur territoire.



Visite d'une délégation chypriote sur le territoire du GAL « Cuestas ».

© Trame SCRL



Des passants assistent au spectacle de la transhumance lorsque les moutons quittent les « dehesas » du sud de l'Espagne.

© Roberto Hernandez Yustos

Le réseau rural national et la transhumance en Espagne : une valeur sûre pour le développement régional et la biodiversité

Ce dossier, issu du magazine du RRN espagnol et rédigé par Raquel Casas Nogales, experte technique en développement rural du RRN espagnol, explique pourquoi la transhumance joue un rôle aussi important dans la préservation du patrimoine naturel et culturel espagnol.

Le RRN espagnol privilégie le retour de la transhumance. Cette pratique est indispensable à la préservation du patrimoine naturel et culturel espagnol, et après des décennies de déclin, voire d'abandon, le Livre blanc sur la transhumance va permettre de redéfinir son avenir.

De par sa géographie physique, l'Espagne, qui est le second pays le plus montagneux d'Europe, avec ses vastes plateaux entourés de hautes montagnes et un climat méditerranéen sec et très chaud en été, pratique la transhumance depuis le tout début de la domestication du bétail.

Ainsi, lorsque la chaleur commence à dessécher les pâturages des vallées et des plateaux sur l'ensemble du pays, les bergers et leurs troupeaux se mettent en route et parcourent des centaines de kilomètres pour regagner les vertes pâtures montagneuses, où ils demeurent jusqu'à ce que la neige les renvoie vers les terres du Sud.

Les hommes se sont donc adaptés aux rythmes de la nature, à la recherche de ressources naturelles qui resteraient autrement sous-exploitées. Ils ont ainsi façonné le paysage et une culture dont l'importance pour la protection de la biodiversité européenne est désormais reconnue. L'Espagne a la chance d'abriter quatre des neuf zones biogéographiques rencontrées dans l'Union

européenne : alpine, atlantique, macaronésienne et méditerranéenne (cette dernière couvrant la plus grande superficie d'un seul tenant de ce type au monde). On y trouve plus de 50 % des habitats naturels européens dont la protection est officiellement une priorité, 80 000 taxons, ainsi que 85 % des espèces de plantes vasculaires et la moitié de l'ensemble des endémismes répertoriés au sein de l'Union européenne. Quant à la faune, l'Espagne recense environ la moitié des 142 000 espèces présumées se trouver en Europe. Prairies et pâturages occupent 20 % de la superficie du pays ; leur pérennité ne peut être assurée que par un élevage extensif et la pratique de la transhumance, et le réseau Natura 2000 les a désignés comme des habitats prioritaires. Les extraordinaires pâturages du sud-est de la péninsule sont un parfait exemple de la symbiose harmonieuse des hommes et de la nature.

Le réseau de chemins de bétail est lié à la transhumance et témoigne de son importance historique et économique au niveau national ; plus de 125 000 km de véritables couloirs environnementaux conduisent des pâturages hivernaux dans le sud aux cols montagneux du Nord. Ces chemins sont également protégés par leur statut de bien public (bienes de dominio público) des « communautés autonomes », qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde.

À tout cela viennent s'ajouter les fonctions environnementales de la transhumance, qu'il est important de quantifier, même si elles ont actuellement peu de valeur en bourse, comme la fertilisation issue de la pâture, qui évite que les sols ne s'érodent, ou le débroussaillage naturel des pentes montagneuses, qui évite les incendies. Ceci est primordial dans notre pays si l'on considère que 75 % du territoire sont menacés de désertification. En outre, la transhumance utilise relativement peu de produits consommables (comme la nourriture pour bétail) par rapport à un système intensif, ce qui en fait un modèle d'élevage fort intéressant au niveau international pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter.

Le manque de transmission d'une génération à l'autre, de modernisation et de rentabilité, ajouté à la détérioration des chemins de bétail, ont entraîné le déclin de cette pratique qui est désormais en passe de disparaître. Elle continue pourtant à être l'une des principales activités économiques dans de nombreuses régions rurales montagneuses, où des facteurs physiques limitent d'autres types d'agriculture, et où elle fait vivre la population et permet de maintenir des services de base, comme des établissements scolaires et de soins de santé.

C'est pour cela que le réseau rural national espagnol œuvre pour la reprise et la préservation de la transhumance, en accordant la primauté à cette vision globale sur d'autres, plus profondément ancrées, qui considèrent cette pratique comme une activité passiviste, qui n'a plus aucun rapport avec les données macro-économiques qui influent sur les décisions d'un pays. Il faut comprendre que la transhumance est un facteur clé du développement régional durable et qu'elle structure notre territoire rural et est liée à la préservation de notre patrimoine naturel et culturel.

Ainsi, depuis 2009, le réseau rural national apporte son soutien à un groupe de travail sur la transhumance et l'élevage extensif, qui réunit des représentants d'associations de transhumants, d'éleveurs de races indigènes et d'organisations environnementales avec ceux du ministère de l'environnement et des

affaires rurales et maritimes (MARM) ainsi que des Communautés autonomes, pour discuter des questions liées aux « ressources et chemins de bétail ».

Ce forum aborde des questions intéressantes les transhumants, comme la conformité aux exigences en matière de santé animale, ou les moyens de faire valoir la qualité de leurs produits.

En conséquence, le ministère de l'environnement et des affaires rurales et maritimes (MARM) a mis au point, par l'intermédiaire du réseau rural national, un programme de soutien à la transhumance. Celui-ci a été partiellement financé par le Fonds



© Roberto Hernandez Yustos

agricole européen pour le développement rural (FEADER) et a bénéficié d'une dotation de 1 600 000 €. Ce programme permet d'aider les bergers qui entreprennent des migrations saisonnières à pied, et d'organiser des activités destinées à sensibiliser le public à la valeur des transhumants dans la société ; celles-ci vont de la préparation et la présentation de supports pédagogiques dans les établissements scolaires, à la désormais célèbre traversée des moutons dans Madrid.

Le réseau rural national promeut également la transhumance par le biais de projets pilotes partiellement financés par le FEADER et ciblant les associations, ainsi qu'à travers des projets de partenariat mis en œuvre par les groupes d'action locale (GAL) qui bénéficient de financements de l'ordre de 2,5 millions d'euros.

Le projet PASTOR en est un bon exemple. Sous la coordination du GAL « Consortium des Asturies orientales », il vise à promouvoir

l'image des transhumants comme fournisseurs de biens publics. Un autre exemple particulièrement intéressant est le projet de partenariat international WOLF : Wild Life and Farmers (Les loups et l'agriculture), qui rassemble des GAL espagnols, roumains, estoniens et portugais, et qui œuvre en faveur de la coexistence d'un système d'élevage extensif et de ce canidé sauvage. Parmi les projets pilotes, deux sont à noter plus particulièrement : « Pastoralisme, transhumance et biodiversité », mis en œuvre par la Fondation des montagnes méditerranéennes, dans le but de promouvoir un nouveau profil professionnel au sein de la société de l'information ; et celui mené par la

Fondation pour la protection du gypaète barbu, qui entreprend des activités de sauvegarde de cette espèce liées à la promotion du pastoralisme extensif et transhumant dans les Pics d'Europe (Picos de Europa), dont cette espèce menacée dépend.

Cependant, le plus gros défi relevé par le réseau rural national demeure la rédaction du livre blanc sur la transhumance, qui devrait être achevée d'ici la fin de l'année. Pour l'élaborer, il a d'abord fallu passer en revue tous les aspects de la transhumance : envi-

ronnement, élevage, soins médicaux, chemins de bétail, aménagement du territoire, éducation des enfants de transhumants, tourisme et patrimoine culturel. Il a pour objectif de garantir la participation réelle et efficace des transhumants en tant qu'entité, ce qui, jusqu'ici, s'est avéré pratiquement impossible du fait du manque de structures au sein de ce secteur, et de sa dispersion géographique. Ce document présentera les perspectives d'avenir de la transhumance, par rapport à tous les groupes concernés, afin de faire valoir son attrait social et économique, et de lui permettre ainsi de continuer à façonner et préserver l'incroyable richesse culturelle et naturelle de l'Espagne rurale.

Raquel Casas Nogales

Experte technique en développement rural du réseau rural national espagnol



LEADER *en action*



Les groupes d'action locale (GAL) sont des partenariats publics-privés à l'échelle locale, qui œuvrent conformément à l'approche LEADER (une approche ascendante) du développement rural au sein de l'Union européenne. Cette rubrique présente quelques-uns des nombreux événements et activités organisés récemment par des GAL.

Des membres du projet NATURAMA lors d'un tournage en extérieur dans la campagne hongroise.

Hongrie: **Un projet vidéo novateur donne de l'élan au tourisme hongrois**

Un projet mené par un GAL hongrois a choisi une méthode originale pour produire des vidéos destinées à susciter l'intérêt des touristes étrangers et locaux pour la petite commune rurale de Nagyvázsony.

La vidéo participative (VP) est une méthode largement utilisée dans les domaines du développement international, des actions en faveur des jeunes et du travail social. Il s'agit de produire des vidéos montrant des gens et non des acteurs, afin d'accroître les capacités d'apprentissage et d'améliorer les aptitudes à communiquer, dans le cadre du développement d'une communauté. En Hongrie, le projet NATURAMA (un réseau grandissant actuellement composé de 11 GAL LEADER) collabore avec l'Université ouverte britannique et emploie cette méthode pour inciter une communauté locale à s'impliquer dans un projet touristique. « Nous utilisons la VP pour documenter le processus de mise en place d'itinéraires touristiques locaux, et produire des matériaux médiatiques valables à l'intention des utilisateurs de ces itinéraires, tout en suscitant l'intérêt des gens de la région pour les inciter à participer à cette initiative, » a expliqué le Dr Gusztáv Nemes, l'un des principaux animateurs du projet. « Mais le premier objectif était d'enseigner aux membres de NATURAMA la technique de la VP au service du développement communautaire, pour qu'ils puissent l'utiliser ensuite dans leur travail, » a-t-il ajouté. La formation, qui s'est déroulée sur une semaine en novembre 2011, a pris la forme d'exercices pour apprendre à raconter et à interviewer, ainsi qu'à se servir d'une caméra. Les organisateurs ont favorisé une approche pratique ; différentes équipes de tournage ont été envoyées sur le terrain dans le petit village de Nagyvázsony, et ont ensuite effectué ensemble un travail de planification et le montage de leurs films. On avait demandé aux participants d'être proactifs et d'identifier les thèmes et les idées qu'ils souhaiteraient approfondir

pendant la formation. Le camp de base se trouvait dans une taverne, où les équipes pouvaient se réfugier pour se réchauffer et boire une tasse de café, ce breuvage indispensable à tout cinéaste digne de ce nom ! Ce travail a débouché sur la production de huit excellents courts-métrages sur les itinéraires touristiques de la région, et les participants s'accordent à dire qu'ils y ont pris grand plaisir. Ils ont rédigé un blog sur le projet, et monté un documentaire « dans les coulisses du tournage ». « Je me souviens m'être demandé un jour, dans ce café, comment entretenir cet esprit d'apprentissage dans notre travail. Ça a vraiment été une expérience positive pour nous, ainsi que pour les stagiaires et les gens du coin qui y ont participé, » a confié le Dr Nemes. « Je crois que l'esprit de ce projet a bien été résumé par l'un des participants qui a déclaré que tout le monde a sa propre histoire à raconter, mais que la VP devient notre histoire commune, » a-t-il dit. De nombreux GAL hongrois utilisent désormais la vidéo dans le cadre de leurs activités, et ce projet a été très bien accueilli à l'échelle internationale ; il a suscité un fort intérêt de la part d'autres documentalistes et spécialistes du développement local. « Un certain nombre de nouveaux projets de VP sont prévus dans d'autres pays ; nous attendons avec intérêt leurs enseignements et nous nous ferons un plaisir de pouvoir partager nos expériences » a conclu le Dr Nemes.

Pour en savoir plus sur le projet NATURAMA, consultez le blog en ligne (en anglais) à l'adresse suivante : <http://naturamake.blogspot.com/2010/11/what-were-doing.html>



Des représentants de GAL suédois et britannique à l'Atomium, à Bruxelles.

Suède/Royaume-Uni : Des GAL en visite à Bruxelles

Des GAL suédois et britannique se sont retrouvés à Bruxelles les 23 et 24 novembre 2011, pour s'informer sur les structures européennes et placer leurs propres travaux dans un contexte européen plus large. Cette visite du groupe d'action locale LEADER suédois « Linné » et du GAL « Northumberland » basé dans le nord de l'Angleterre, s'inscrit dans le cadre de leur engagement commun à s'informer sur l'Union européenne et à mieux comprendre comment des activités de développement local peuvent aider à atteindre les objectifs stratégiques européens. Les partenaires travaillent ensemble depuis 2009, sur des sujets allant de la sylviculture au savoir-faire traditionnel et à l'artisanat ; ils partagent aussi régulièrement des informations et collaborent sur des projets pratiques, pour mieux appréhender les différentes approches culturelles. Tom Burstons du groupe LEADER « Northumberland Uplands » a déclaré : « Notre visite commune en novembre nous a conduits au Parlement européen, dans les bureaux du point de contact du REDR, à la DG AGRI, DG Regio, ainsi que dans les locaux des Unions nationales d'agriculteurs suédois et britanniques ; elle nous a permis de réfléchir de façon plus approfondie à ce que nous faisons sur le terrain et de nous faire une idée plus précise de ce que nous cherchons à accomplir à une échelle plus large. » Pour en savoir plus, consultez les sites internet suivants www.leaderlinne.se ou www.nuleader.eu



Des acteurs ruraux de Ballinasloe ayant participé au programme de formation de « citoyenneté active ».

Irlande : Programme de citoyenneté active

Les habitants du comté de Galway, en Irlande, ont pu bénéficier de cours de formation organisés par le groupe d'action locale « Galway Rural Development » (Développement rural de Galway), pour améliorer leurs aptitudes en matière de développement local. Les cinq séances de formation de trois quarts d'heures chacune portaient sur les thèmes suivants : la préparation de projets et programmes ; la gestion d'un comité et les aptitudes nécessaires au développement ; les

méthodes de facilitation ; comment accéder aux financements dans un contexte en évolution ; et les campagnes de financement, le marketing et les relations publiques. Un tutorat individuel était également proposé aux participants, ainsi qu'un guide de la citoyenneté communautaire active contenant notamment une rubrique sur les différents types de fonds et organismes, destinée à démystifier les différents niveaux d'aide et les questions de réglementation. Il s'agissait du troisième programme de ce genre dans la région depuis 2009. D'après Ann Flynn, membre du GAL, la mise en œuvre des programmes dans cette région « dépend de la capacité des groupes de bénévoles à jouer un rôle actif lors de la prise de décisions qui les touchent, et cette formation permet donc d'assurer qu'ils possèdent suffisamment d'assurance et de compétences pour le faire ». Pour en savoir plus, consultez : www.grd.ie

Allemagne : Un GAL aborde le sujet du développement local

Un groupe d'action locale d'Odenwald, dans l'est de l'Allemagne, a organisé, les 8 et 9 novembre derniers, un séminaire et un atelier sur le thème de la qualité et de la réussite du développement local. Ce GAL (Interessen Gemeinschaft Odenwald ou IGO), avec la collaboration de quelque 200 personnes et organisations intéressées, a mis au point une stratégie de développement régional robuste et s'est efforcé de donner à la région une image de qualité sans pareille dans la zone Rhein-Main-Neckar. Pour en savoir plus, consultez : www.region-odenwald.de

Eurorégion Pyrénées-Méditerranée : Première réunion du GAL

La première réunion des acteurs ruraux de l'eurorégion Pyrénées-Méditerranée, organisée par le réseau rural du Languedoc-Roussillon, s'est tenue les 6 et 7 octobre 2011. Plus de 130 participants venus de toute la région qui englobe la Catalogne, les îles Baléares, le Languedoc-Roussillon et le Midi-Pyrénées, ont assisté à cette réunion qui leur a permis de partager leurs expériences concernant la politique de développement rural avant et après 2013. Cette rencontre fut également l'occasion d'établir des liens de coopération.



Plus de 130 représentants de GAL de la région Pyrénées-Méditerranée ont assisté à la réunion du Languedoc-Roussillon.

Quatre études de cas y ont été présentées : le regain de l'industrie de l'huile d'olive dans le Roussillon ; l'écotourisme dans le massif du Canigou ; le développement économique par le biais du patrimoine culturel à Villefranche-de-Conflent ; et le tourisme culturel autour du thème du vin à Bélesta. Par ailleurs, le réseau rural du Languedoc-Roussillon a produit un annuaire électronique détaillé de tous les GAL LEADER de la région, disponible en trois langues (français, espagnol et catalan). Divers projets de coopération ont également fait l'objet de discussions, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la promotion des produits locaux, du commerce et de l'entrepreneuriat, des services, de la culture, du patrimoine, du tourisme, de l'environnement, de l'énergie renouvelable et des TIC. La liste complète des offres de coopération est disponible à la rubrique « *Portail LEADER* » du site internet du REDR.

Estonie : Le partenariat de la baie de Pärnu apporte son soutien au Festival du champignon

Le traditionnel Festival du champignon de Tihemetsa, en Estonie, qui s'est déroulé du 10 au 15 septembre 2011, est devenu un événement de cinq jours grâce au soutien du GAL « Partenariat de la baie de Pärnu ». Cette manifestation avait pour but de célébrer la forte tradition qui entoure le champignon en Estonie ; des sorties pour aller en ramasser, ainsi que des présentations et des ateliers de cuisine étaient au programme, qui s'est terminé par une foire aux champignons et une grande fête le dernier jour. L'événement s'inscrivait dans le cadre d'une initiative soutenue par LEADER intitulée « Rannatee romantique » ; celle-ci sert à promouvoir les 250 km de « chemins à champignons » qui suivent la côte estonienne et proposent des services et des activités en cours de route. Pour en savoir plus, consultez : www.rannatee.ee.



Des visiteurs examinent les nombreux champignons estoniens présentés lors du « Seene-Festival ».

Pologne : Conférence « LEADER après 2013 »

Du 3 au 5 octobre 2011, Koźecin, en Pologne, a accueilli plus de 120 délégués venus parler de LEADER dans le contexte du programme 2014-2020. Mihail Dumitru, directeur chargé du développement rural à la direction générale de l'agriculture et du développement rural, a déclaré lors de la conférence que l'approche LEADER demeurerait un outil important de la politique de développement rural après 2013. Il a également affirmé que le rôle des stratégies de développement local devrait être renforcé dans les futurs programmes. Il faudra en outre mettre davantage l'accent sur une approche active du renforcement des compétences et de l'augmentation de la participation du secteur privé dans les partenariats. Pour en savoir plus, consultez : www.leaderafter2013.eu.



Des délégués discutent de LEADER après 2013 à Koźecin.

Angleterre : LEADER au présent et au futur

Les 14 et 15 novembre derniers, le réseau rural national anglais (RDPE) a accueilli une conférence sur l'avenir de LEADER. Plusieurs thèmes figuraient à l'ordre du jour, et notamment les différentes approches pratiques de la mise en œuvre de LEADER jusqu'à la fin du programme ; l'évaluation de l'approche LEADER ; et l'évolution de la politique au-delà de 2013. Quelque 150 personnes représentant des GAL et des organisations faisant appel à l'approche LEADER ont assisté à cette réunion qui leur a permis de faire part de leurs idées et de s'informer sur la façon de maximiser les possibilités offertes aux zones rurales et à leurs communautés locales. Les participants ont également pu discuter des différents modèles mis au point par des GAL pour gérer le reste de la mise en œuvre, et de la meilleure façon de communiquer aux zones rurales qu'ils desservent, les avantages que présentent leurs activités. Pour en savoir plus, consultez : www.rdpenetwork.defra.gov.uk

Focus *rural*

Le développement rural au sein de l'Union européenne est un sujet à multiples facettes, couvrant des questions très diverses allant de la sylviculture aux finances rurales, en passant par les « nouveaux défis » comme les changements climatiques. Dans ce numéro, nous vous proposons un « focus » sur la politique de développement rural de l'UE après 2013.

La politique européenne de développement rural après 2013

Le projet de réforme de la politique agricole commune après 2013 a été annoncé en octobre 2011. Parmi les propositions avancées se trouvait un *projet de réglementation*¹ du développement rural par le Fonds agricole européen pour le développement rural (FEADER). À l'aube du 50e anniversaire de la PAC, nous examinons l'évolution de la politique de développement rural de l'UE : les réussites et les difficultés à résoudre, ainsi que son avenir au-delà de 2013.

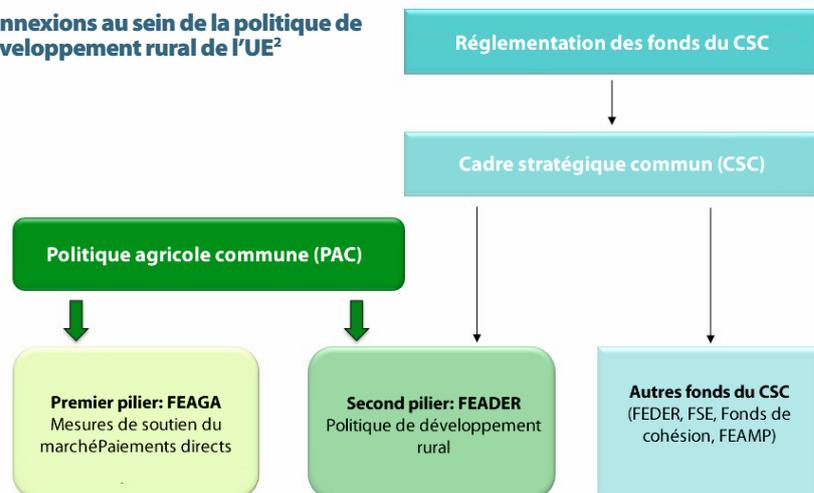
Avant l'an 2000, les éléments constituant la politique de développement rural étaient présents mais disséminés dans la PAC. La réorganisation de cette dernière en deux piliers vit émerger une politique distincte consacrée au développement rural. Les deux piliers se complètent, le premier concernant les paiements et les mesures de soutien du marché, et le second couvrant essentiellement les mesures de développement rural pluriannuelles. C'est donc dans ce contexte que fonctionne actuellement la politique de développement rural de l'Union européenne. Cette évolution a permis à la politique de s'adapter en fonction des priorités de l'UE, et de les refléter.

L'importance qu'elle accorde aux investissements a permis à de nombreux citoyens ruraux, exploitants agricoles ou entrepreneurs, d'acquiescer de nouvelles techniques, de moderniser leurs installations et de prendre des mesures de restructuration essentielles, pour améliorer leur avantage concurrentiel. Par ailleurs, les très importantes dispositions en faveur de

l'environnement commencent à porter leurs fruits dans la lutte contre les soi-disant « nouveaux défis » liés à la biodiversité, aux émissions de gaz à effet de serre, à la qualité des sols et de l'eau, et à la protection du paysage. La politique de développement rural tient désormais également compte du besoin de faciliter la création de différents types d'emplois ainsi que la fourniture de services de base dans nos espaces ruraux. Bien entendu, tout ceci contribue à améliorer la « qualité de vie », un élément essentiel à la pérennité de communautés rurales prospères.

Cette influence positive de la politique a un réel impact sur la campagne européenne, mais son développement continue néanmoins à présenter d'importants défis. Ces derniers doivent être abordés de manière énergique pour que l'Europe rurale puisse participer pleinement à la « croissance intelligente, durable et ouverte à tous »

Connexions au sein de la politique de développement rural de l'UE²





© Tim Hudson

prévue par la stratégie Europe 2020 de l'UE. L'un de ces principaux défis concerne le secteur agricole européen, qui continue à subir d'énormes contraintes. Par exemple, pour que l'agriculture européenne demeure concurrentielle et conserve sa place au cœur de la stratégie à long terme de l'UE en matière de sécurité alimentaire, les questions liées aux problèmes comme celui de l'instabilité des prix doivent être traitées de façon énergique.

Les menaces environnementales, bien qu'elles aient été réduites, n'ont, pour la plupart, pas encore été enrayerées. Il faut donc continuer à consacrer d'importantes ressources à la lutte contre les changements climatiques, à la protection de notre patrimoine naturel, ainsi qu'à l'exploitation du potentiel économique qu'offre le secteur environnemental aux zones rurales. Enfin, les progrès déjà effectués au niveau de la création de conditions favorables attirant les gens à venir s'installer à la campagne doivent être poursuivis. La généralisation de l'accès à internet haut débit, et la mise en place de services sociaux de base ne sont que deux exemples de ce qu'il reste à accomplir pour que les principaux groupes cibles, comme les jeunes, les familles avec enfants, et les entreprises, considèrent la campagne comme un lieu de vie ou d'implantation viable et plus attirant que la ville.

Ce que l'avenir réserve au développement rural

Que signifie tout ceci pour l'avenir de la politique européenne de développement rural ? Le nouveau projet de PAC au-delà de 2013 propose que le FEADER consolide les bases de la politique de développement rural dans la PAC, et s'aligne assez rigoureusement sur la stratégie de croissance pour les dix années à venir prévue par Europe 2020. Le *cadre financier pluriannuel*² de l'UE pour 2014-2020 indique que le financement de la politique de développement rural devrait être maintenu au niveau actuel, à savoir 14,6 milliards d'euros par an sur l'ensemble de la période de programmation 2014-2020. Les financements à venir permettront d'assurer la continuité de la politique de développement rural, en modulant l'approche adoptée en fonction de l'évolution du contexte dans lequel elle fonctionne. Les points principaux des nouvelles propositions sont les suivants :

- Une meilleure coordination des fonds européens au service des objectifs de la stratégie Europe 2020, par le biais de : un cadre stratégique commun (CSC) à l'ensemble des fonds provenant de l'UE, qui veillera à la bonne coordination des actions de développement dans les

zones rurales ; un règlement commun pour tous les fonds liés au CSC, afin d'harmoniser certaines réglementations et dispositions ; des contrats de partenariat (CP), et la facilitation de la coordination au niveau national.

- Un nouveau cadre permettant de faciliter la réalisation efficace de tous les PDR, à l'aide de « conditionnalités préalables » (conditions requises pour que les aides européennes soient utilisées efficacement) et de dispositions prévoyant un certain niveau de performance pour chaque PDR, afin de récompenser les progrès mesurés par rapport à une sélection d'objectifs.
- Une meilleure programmation stratégique par le biais : d'objectifs quantifiés fixés en fonction des priorités européennes concernant la politique de développement rural, et liés à ceux de la stratégie Europe 2020 ; de relations plus souples entre les mesures, les combinaisons de mesures et les objectifs/priorités ; de la possibilité d'élaborer des sous-programmes thématiques afin de répondre plus précisément aux besoins de certains types bien particuliers de zones rurales (comme les zones montagneuses) ou certains groupes précis (comme les jeunes agriculteurs)

au sein d'un programme national ou régional ;

- Un choix de mesures plus simple, avec une meilleure visibilité, portée et conditionnalité, et offrant davantage de possibilités dans des domaines comme le transfert de connaissances, la gestion des risques, les différentes formes de coopération (commerciale, environnementale) ;
- Un plus fort potentiel de développement local, avec un « kit jeune pousse » pour LEADER, ainsi que des dispositions précises visant à renforcer les capacités, et la possibilité de combiner différents financements dans le cadre d'une stratégie de développement local intégrée ;
- Le soutien du partenariat européen d'innovation (PEI) pour une agriculture productive et durable, pour créer des liens plus pertinents entre les programmes de recherche de pointe et les pratiques agricoles, et déboucher sur un secteur primaire plus robuste et durable ;
- Une approche de mise en réseau consolidée, grâce au REDR et à deux réseaux spécialisés (le « réseau européen d'évaluation » et le nouveau « réseau du partenariat européen d'innovation »).

Pour en savoir plus sur ces nouvelles propositions, consultez le *Petit guide des propositions de la Commission pour le développement rural au-delà de 2013* publié par le REDR, qui peut être téléchargé à la [page des publications](#) de son site internet.

1 http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/legal-proposals/com627/627_en.pdf
2 http://ec.europa.eu/budget/biblio/documents/fin_fw1420/fin_fw1420_en.cfm



Projets du FEADER

Le Fonds agricole européen pour le développement rural (FEADER) cofinance tout un éventail de projets de développement rural dans l'ensemble de l'Union européenne. Chaque numéro du magazine en présente quelques-uns, en espérant qu'ils vous intéressent et vous inspirent !

Protéger les prairies à valeur naturelle élevée en Transylvanie

Les méthodes agricoles traditionnelles employées dans une exploitation familiale en Roumanie aident actuellement à préserver la flore et la faune d'une région présentant l'une des biodiversités les plus riches d'Europe.

Les Bangala, qui dirigent une exploitation d'élevage bovin et ovin dans la région de Brasov en Roumanie, ont adopté un plan de gestion environnementale de cinq ans, qui les engage à n'utiliser que des techniques

culturelles non intensives pendant cette période. Par exemple, ils ne peuvent épandre que des engrais naturels et biologiques, et ne doivent en aucun cas appliquer plus de 30 kg d'azote par hectare. Il leur est interdit de labourer, rouler ou ressemer, et la coupe est contrôlée de façon à réduire les risques pour les insectes, les oiseaux, les fleurs, les animaux et autres espèces. En contrepartie, ils ont droit à une aide de l'ordre de 3 276 € par an, dans le cadre du programme agroenvironnemental

« valeur naturelle élevée » (VNE) du PDR roumain. Cet argent leur permet d'employer sept habitants de leur commune pour la fenaison et garder les moutons. Le projet leur a également permis de diversifier leurs activités. Ils se sont lancés dans le tourisme rural et produisent de la viande traditionnelle ainsi que des produits laitiers de qualité. Leur exemple démontre bien la réelle valeur ajoutée des projets agroenvironnementaux.

Un projet original de bus pour personnes à mobilité réduite en Allemagne

Un projet de développement rural innovant qui a vu le jour dans la petite ville allemande de Kipsdorf, en Saxe, est en train de transformer la vie des habitants souffrant de problèmes de mobilité.

Frank Komar, qui travaille comme chauffeur pour la maison de retraite Sr. Monika à Kipsdorf, assure le transport des résidents jusqu'à un centre d'ergothérapie dans une ville voisine depuis plus de dix ans. Monsieur Komar, grâce à un cofinancement de la part du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), a équipé le bus d'un monte-charge spécial permettant d'y accéder directement en fauteuil roulant. Karin Kriegler, l'une des résidentes, a confié que le bus lui a vraiment changé la vie, ainsi

qu'à son mari, Klaus, qui a été victime d'un AVC il y a quelques années. « Ce qu'il y a de bien c'est que l'on peut faire une vraie sortie et que l'on s'occupe bien de mon mari », a-t-elle expliqué. En tout, la participation du FEADER au coût d'installation du monte-charge s'élève à 23 800 €, soit 50 % du prix total. Monsieur Komar pense que ce projet pourrait être imité dans d'autres pays. « Les gens vivent de plus en plus vieux, et ce projet répond à un besoin ici à Kipsdorf. Mais il y a des clients dans l'Europe entière », a-t-il dit.

Pour lancer la « Carte postale vidéo » correspondant à ce projet, identifiez-vous et accédez à la base de données PDR sur le site internet du REDR.



Promouvoir l'efficacité énergétique des exploitations agricoles en Suède

Grâce au soutien du FEADER, un projet suédois de formation professionnelle est en train d'encourager les agriculteurs à réduire la consommation de leurs machines en modifiant leur conduite, à participer à l'action climatique au niveau de leur exploitation, et à améliorer la rentabilité de cette dernière.

Le but de ce projet est de montrer aux agriculteurs comment de simples modifications de conduite (par exemple en vérifiant régulièrement et en changeant la pression de leurs pneus en fonction de la charge du tracteur et des conditions météorologiques générales dans le champ) ont un impact positif sur l'environnement et la rentabilité de l'exploitation. En effet, la « conduite économique » d'un tracteur, d'une moissonneuse-batteuse ou autres

véhicules agricoles peut permettre de réaliser des économies de carburant de l'ordre de 10 à 15 %. La contribution du FEADER s'élève à 23 000 € pour cette initiative, qui a d'abord vu la collecte et la documentation des données et comptes-rendus d'expériences disponibles sur le thème de la conduite économique dans le secteur agricole. Ceci a ensuite servi à mettre au point une « formation professionnelle pour formateurs » dans le domaine de la « conduite économique » des machines agricoles. Au moins dix formateurs suivent actuellement ce cours qui leur permettra de délivrer des formations dans les exploitations suédoises, en commençant par celles de la région de Jönköping. Il est estimé qu'une conduite économique pourrait fortement aider à réduire de 10 à 15 % les émissions de



l'industrie agricole en 15 ans, et se traduirait par des économies dans ce secteur de l'ordre de 60 à 70 millions d'euros par an.

Coopération transnationale : un projet permet d'apporter des améliorations dans des cantines scolaires belges et françaises

Un projet de coopération transnationale (CTN) fort intéressant a été lancé par des groupes d'action locale belges et français, dans le but de vraiment améliorer la qualité de la restauration dans leurs collectivités locales.

Le projet, intitulé « des produits locaux dans la restauration collective : chimère ou réalité ? », va montrer que les cafétérias peuvent bel et bien servir des plats sains, nourrissants et d'un bon rapport qualité-prix, tout en soutenant les producteurs locaux ! Le GAL belge Transvert anime ce partenariat, avec la coopération, du côté français, du GAL du Pays de Lafayette dans la Communauté de communes du Langeadois, en Auvergne. L'un des éléments particulièrement intéressants de ce projet est l'importance accordée

à l'amélioration de l'expérience culinaire dans les cantines scolaires, en encourageant les conseils de gestion des établissements à appliquer son programme « produits locaux » pendant une période d'essai, et en les aidant à trouver des producteurs locaux, élaborer les menus, etc. D'après les animateurs du projet, la restauration joue un rôle important au cœur des communautés locales, et touche au social autant qu'à la diététique. Ils ajoutent que l'adoption de leur programme présente des avantages pour l'ensemble de la communauté locale, tant sur les plans de la santé, du développement local et de l'éducation que de l'environnement.

Ce projet CTN a démarré début 2012 et se terminera le 31 décembre 2013.

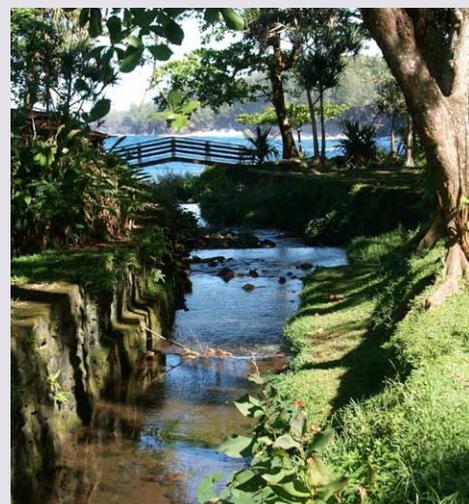


Production d'énergie à petite échelle à base de bois à La Réunion

Un projet réunionnais de production de bioénergie à petite échelle est en train d'évaluer le potentiel de développement d'une industrie locale consistant à produire du gaz à partir de bois.

L'agence régionale de l'énergie à La Réunion (ARER) anime le projet d'évaluation des conditions de mise en place d'une nouvelle industrie pour produire de l'énergie à partir de ressources de bois. Les opérations sont concentrées sur quatre sites potentiels dans les Hauts de l'île, et il est également prévu de créer deux installations pilotes de « gazéification de bois ». La réalisation du projet comprend six phases : les études préliminaires de faisabilité, l'approvisionnement

en ressources (y compris le matériel nécessaire), la création d'une usine de production d'énergie renouvelable, les études de valorisation de la chaleur, la récupération des sous-produits (cendres et autres déchets), et bien entendu, la mise en place de petites industries (en fonction de l'analyse de la géographie locale). Le projet, qui a bénéficié de 252 000 € de subventions de la part du FEADER, a déjà vu la construction d'un certain nombre d'installations de gazéification de bois et la création d'emplois sur chacun des sites pilotes. Les animateurs du projet sont également en train d'évaluer le potentiel d'expansion dans la région.



Si vous souhaitez en savoir plus sur ces projets et des centaines d'autres, identifiez-vous puis accédez à la base de données PDR sur le site internet du REDR : http://enrd.ec.europa.eu/projects/fr/projects_home.cfm.



Focus sur un Etat membre

Chaque numéro du Magazine du REDR propose un « focus » sur le développement rural et l'agriculture dans un État membre de l'Union européenne.

Belgique

La Belgique compte 10,4 millions d'habitants et a un PIB supérieur à celui de l'UE-27 ; elle possède également un secteur commercial parmi les plus importants au monde. Sa position géographique au centre de l'Europe est un avantage auquel vient s'ajouter la forte productivité de sa population active. Comme chacun le sait, sa capitale, Bruxelles, abrite le siège de l'Union européenne et un mélange polyglotte d'organismes internationaux, dont le siège européen de l'OTAN.

L'industrie agricole belge a évolué pour devenir un secteur puissant, dont la productivité est l'une des plus élevées d'Europe. Bien que l'agriculture emploie moins de 2 % de la population active, elle demeure un domaine d'activité économique important, et occupe environ la moitié de la superficie du pays. Elle a donc un impact considérable sur l'évolution du paysage rural national.

En Belgique, la gestion du développement rural est décentralisée et confiée aux deux principales régions administratives, la Flandre et la Wallonie, qui sont toutes deux responsables de la politique de développement rural. La Flandre occupe le nord du pays, et compte environ 6 millions d'habitants sur un territoire plat ou ondulant de 13 522 km². Approximativement 41 % de sa population résident en zone périurbaine (essentiellement autour de Bruxelles). Un quart de sa superficie est consacré à des fonctions urbaines, tandis que les trois quarts restants peuvent être définis comme « non bâtis ». La Wallonie est située dans le sud de la Belgique, compte 3,4 millions d'habitants et occupe 16 844 km². La densité de population y est de 201 habitants au km², et la moitié des habitants vit en zone rurale.

La Belgique dispose d'un plan stratégique national, qui sert de cadre à sa politique de développement rural. Chaque région administrative à ses propres programmes de développement rural (PDR), autorité de gestion et agence de paiement.

Les principaux objectifs stratégiques du développement rural sont similaires en Flandre et en Wallonie, et portent essentiellement sur l'amélioration de la compétitivité du secteur agroalimentaire en développant les compétences et en encourageant les investissements. D'autres objectifs clés concernent notamment l'amélioration de l'environnement, la diversification de l'économie rurale, l'augmentation des opportunités d'emploi en milieu rural, la protection du patrimoine rural, le maintien de la qualité du paysage, la protection des villages traditionnels et l'amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales.

Comme dans tous les autres États membres, un réseau rural vise à faciliter les actions de réseautage et de communication entre acteurs ruraux. D'un point de vue organisationnel, il existe deux réseaux ruraux régionaux en Belgique, et le réseau flamand sert de point de contact au REDR.

Vous trouverez d'autres informations concernant la Belgique dans ce numéro du Magazine du REDR, à la rubrique « Focus RRN », ainsi que dans un article spécial consacré à LEADER en Wallonie dans la partie « À vous la parole ». Vous pourrez par ailleurs découvrir un projet de développement rural belge fort intéressant à la page de présentation des projets, et bien entendu, pour en savoir plus vous pouvez consulter notre site internet à l'adresse suivante :

<http://enrd.ec.europa.eu>

Sur le terrain

Souriez, vous êtes sur la photo !

Voici quelques-unes de nos photos préférées, prises lors de vos activités de réseautage ces derniers mois.



© Narda van der Krogt, De Lynx

Conférence du RRN néerlandais...

Un véritable arc-en-ciel à la conférence annuelle néerlandaise qui s'est déroulée dans la région de Drenthe, Groningen, le 24 novembre 2011. De gauche à droite : Forien Kuijper (RRN) ; Josien Kapma (membre associée du RRN) ; Dorine Rüter (RRN) ; Vera van Vuuren (GAL Kop van Noord Holland) ; Rob Janmaat (RRN) ; et Rita Joldersma (RRN).



© Judit Torok

Action de réseautage en Irlande du Nord

Des participants à la réunion de réseautage « Groupages géographiques » organisée par le réseau rural d'Irlande du Nord à Belfast. De gauche à droite : Keith Morrison, DARD ; Teresa Canavan, réseau rural d'Irlande du Nord ; Judit Torok, CP REDR ; et Pauline Keegan, DARD.



© Judit Torok

Parlons du développement local...

Jean Michel Courades, DG AGRI (à gauche) s'entretient avec Ryan Howard, South and East Cork Aea Development Ltd. (SECAD), au sujet de l'amélioration des stratégies de développement local, lors de la réunion du GR4 au Portugal.



© Dorrine Rüter, ETC Adviesgroep

À la ferme...

Dirk-Jan Stelling, agriculteur, s'entretient avec Martine Vonk et Paul Smit lors de leur récente visite sur son exploitation de De Bilt, aux Pays-Bas, à l'occasion de la réunion municipale sur les politiques agroalimentaires durables, qui s'est tenue le 6 septembre 2011.



© Judit Torok

Une foire agricole slovaque pour toute la famille

Agrokomplex, le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation organisé à Nitra, en Slovaquie, en août 2011, a accueilli des citoyens ruraux venus de toute la Slovaquie, mais également de la République tchèque, de Hongrie et de Pologne.



© National Rural Development Network SR

Visite chez un producteur local de liqueurs et de confiture

Visite chez un producteur de liqueurs et de confiture à Lisbonne, au Portugal, en octobre 2011. De gauche à droite: Avraam Papamichael, responsable du GAL Larnaca District Development Agency ; Françoise Bonert, RRN luxembourgeois ; Judit Torok, CP REDR ; et Jan Beekman, responsable du programme Landelijk Gebied (PLG) Hoogeland et membre du GAL.



Si vous avez des questions, adressez-les aux spécialistes du REDR à info@enrd.eu!

Foire aux questions (FAQ)

Q: Combien de GAL y a-t-il au sein de l'Union européenne ?

R: 2,308

Q: Comment puis-je modifier les informations concernant mon GAL dans la base de données des GAL ?

R: En cliquant sur « Mon groupe d'action locale » sur la page MyENRD :

MyENRD : https://webgate.ec.europa.eu/myenrd/myenrd/login_en.cfm

MyLAG : <https://webgate.ec.europa.eu/myenrd/myenrd/leader-approach/local-action-groups/>

Pour toute question concernant votre identifiant ou mot de passe, veuillez contacter :
MyENRD@enrd.eu

Rédacteur en chef : Rob Peters - Chef de l'unité « Réseau européen et suivi de la politique de développement rural »

- Direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

Auteurs : Jacqui Meskell, Angelo Strano, Adrian Neal

Collaborateurs : CP REDR : Melanie Blewett, Michael Gregory, Alexandros Papakonstantinou, Mara Lai, Anna Augustyn, Fabio Cossu, Mark Redman, Kasia Panfil, Judit Török, Donald Aquilina; Autre : Amanda Bryan

Collaborateurs membres de RRN : Elisabetta Savarese, Joyce McMullan, Zanda Dimanta, Juha-Matti Markkola, Cecile Schalenbourg, Anna Molnarova, Liane Linina, Lucia Martinez Garcia-Denche, Michael Fischer, Dorine Ruter

Maquette et conception : Vardi Sooman, Mercedes Merimaa, Witold Magrys, Ann Flynn, Tom Burston, Claire Sarda Verges, Iwona Klosowicz, James Elliott

Layout and design: Ryoko Abe, Jacqui Meskell

Photo en couverture : © Fialat Gazdák Magyarországi Szövetsége - AGRYA (Alliance hongroise des jeunes agriculteurs, Hongrie)

Nous vous invitons à vous abonner aux publications du réseau européen de développement durable à l'adresse suivante :

<http://enrd.ec.europa.eu>

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet de la librairie de l'UE :

<http://bookshop.europa.eu>

Le contenu de la publication *ENRD MAGAZINE* ne reflète pas nécessairement la position officielle des institutions de l'Union européenne.

ENRD MAGAZINE est publié en six langues officielles (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

Manuscrit finalisé en février 2012

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

© Union européenne, 2012.

Reproduction is authorised provided the source is acknowledged.

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne, consultez le site : <http://europa.eu>

Imprimé en Belgique

Le contenu de la présente publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

